

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3954

20 décembre 2014

SOMMAIRE

Aberdeen Global Services S.A.	189747	Secapital S.à.r.l.	189751
CRECHE PRENZESCHLASS op der Mess s.à r.l.	189791	Seventer S.A.	189751
C.T. Phinco S.à r.l.	189747	Sivan S.à r.l.	189751
Fondation Félix Chomé	189746	Société Forestière Continentale S.A. ...	189752
Global Fuel Solution	189772	Sofin Credit S.A.	189752
Highland Marine S.A.	189746	Sopares	189791
Jaccar Holdings	189746	SPIE Ehlerange	189752
Mexamlux S.A.	189755	Stock Américain I	189749
PH Mexico S.à r.l.	189787	Sunflower Holding S.à r.l.	189747
Prev Air Services S.A.	189778	Sunflower Property S.à r.l.	189747
Private Equity Co-Investment Partners Offshore Advisors	189779	Superfund Sicav	189746
Saintstone S.A.	189748	Sweet Port S.A.	189755
SALON ANDRE, société à responsabilité limitée	189749	Sweet Port S.A.	189752
Samir S.A.	189748	Talgo MGT S.A.	189754
SAS Institute S.à r.l.	189748	TAQA Luxembourg S.à r.l.	189754
Sator Investments S.à r.l.	189749	TB International Finance Company S.à r.l.	189754
Scarano S.A.	189750	Tension II LuxCo 4 S.à r.l.	189754
Schmitt Consult S.à r.l.	189750	The Avenir Group S.à r.l.	189753
SC Marianne S.A.	189749	Treadstone Holding S.à r.l. / B.V.	189753
Sebalea S.A.	189750	Ubbold S.A.	189792
Sebalea S.A.	189751	Unicorp Seeds S.A.	189792
		V.I. Kids S.à r.l.	189792

Superfund Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 54.921.

shareholder, are invited to attend and vote at the Company's

GENERAL MEETING

of shareholders (the "Meeting") which will be held on 30 December 2014 at 3 p.m. at 8, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the co-optation of Mr Danzinger as member of the board of directors of the Company in replacement of Mr Fernandes;
2. Confirmation of the composition of the board of directors of the Company; and
3. Miscellaneous.

If you would like to attend the Meeting in person, please inform us by email at marcel.bartnik@arendt.com and corinna.schibgilla@arendt.com.

In case you should not be able to personally attend the Meeting, you have the possibility to have yourself represented thereat. A proxy form is available at the Company's registered office. For this purpose, we hereby would like to ask you to send - for organizational reasons by 29 December 2014 at the latest - the original proxy completed and duly signed by post to Arendt & Medernach S.A., c/o Corinna Schibgilla, 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014197167/250/22.

Fondation Félix Chomé, Etablissement d'Utilité Publique.

Siège social: L-1460 Luxembourg, 44, rue d'Eich.
R.C.S. Luxembourg G 13.

Extrait des délibérations du Conseil d'administration de la Fondation Félix Chomé du 29 novembre 2014.

Monsieur Sylvère Théo Marc Sylvestrie, 5, rue Jacques-Lamort, 1916 Luxembourg fait partie du conseil d'administration.

Référence de publication: 2014194206/10.

(140216528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Highland Marine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 148.274.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale des Actionnaires tenue extraordinairement le 24 novembre 2014 a accepté la démission du commissaire aux comptes, à savoir la société, Fiduciaire Belval S.à.r.l. et a nommé comme nouveau commissaire aux comptes, la société Luxfiducia S.à.r.l., numéro d'immatriculation RCSL B 71.529, avec siège social au 20, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2015

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014193463/13.

(140216298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Jaccar Holdings, Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 30, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 103.405.

L'adresse de l'administrateur Monsieur Vincent GOMBAULT est dorénavant la suivante:

- Monsieur Vincent GOMBAULT, demeurant au 9 The Vale, SW3 6AG, Londres, Royaume Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Référence de publication: 2014193534/11.

(140216018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Aberdeen Global Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 120.637.

EXTRAIT

Monsieur Gary Marshall a démissionné de sa fonction d'administrateur de la Société avec effet au 7 novembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194036/11.

(140216316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

C.T. Phinco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 171.526.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour C.T. Phinco S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014194096/11.

(140217006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Sunflower Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 165.905.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société du 1^{er} décembre 2014

L'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Acceptation de la démission de M. José Luis Monteiro Correia de son poste de gérant de la société avec effet au 1^{er} décembre 2014.

- Nomination de M. Steve van den Broek, directeur de sociétés, né à Anvers, Belgique, le 26 juillet 1970, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, au poste de gérant de la société avec effet au 1^{er} décembre 2014 pour une durée indéterminée.

Le Conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- Mme Géraldine Schmit, gérant, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

- M. Steve van den Broek, gérant, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La Société

Référence de publication: 2014194492/20.

(140216699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Sunflower Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 165.918.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société du 1^{er} décembre 2014

L'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Acceptation de la démission de M. José Luis Monteiro Correia de son poste de gérant de la société avec effet au 1^{er} décembre 2014.

- Nomination de M. Steve van den Broek, directeur de sociétés, né à Anvers, Belgique, le 26 juillet 1970, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, au poste de gérant de la société avec effet au 1^{er} décembre 2014 pour une durée indéterminée.

Le Conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- Mme Géraldine Schmit, gérant, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg
- M. Steve van den Broek, gérant, résidant professionnellement au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La Société

Référence de publication: 2014194493/20.

(140216697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Saintstone S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 158.704.

—
EXTRAIT

Il a été signifié à la société en date du 13 novembre 2014 la démission de quatre administrateurs en la personne de Messieurs Marc Koeune, Michaël Zianveni, Sébastien Gravière et Jean-Yves Nicolas, ainsi que la démission du commissaire aux comptes, la société CeDerLux-Services S.à R.L.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014194494/12.

(140217077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

SAS Institute S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 250.000,00.

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 77.390.

—
Extrait des résolutions prises par le gérant unique de la Société en date du 2 décembre 2014

En date du 2 décembre 2014, le gérant unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Monsieur Geert VAN PETEGHEM, né le 11 avril 1970 à Gand, Belgique, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 149, Eksaarde dorp, 9160 Eksaarde, Belgique, en tant que délégué à la gestion journalière de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pouvoir de signature: Monsieur Geert VAN PETEGHEM peut lier la Société par sa seule signature pour tout logiciel et contrat de services professionnels y relatifs et, pour toute autre question, le gérant unique doit signer conjointement avec lui.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2014.

SAS Institute S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014194497/20.

(140216755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Samir S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 52.890.

—
EXTRAIT

En date du 5 décembre 2014, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1) La démission de D.E. Révision S.à r.l. en tant que commissaire aux comptes de la Société est acceptée avec effet au 5 décembre 2014;

2) La nomination de Viscomte S.à r.l., avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, en tant que commissaire aux comptes est acceptée avec effet au 5 décembre 2014 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2020.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014194496/15.

(140216577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

SALON ANDRE, société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9710 Clervaux, 24, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 99.289.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014194495/10.

(140217131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Stock Américain I, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 105, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 18.208.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2014194491/10.

(140217016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Sator Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 143.445.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date 27 novembre 2014:

- M. Ian Kent a démissionné de ses fonctions en tant que gérant de la Société en date du 27 novembre 2014.
- Nomination de Mme. Kathryn O'Sullivan, employé privé, née le 28 juin 1963, à San Jose, États-Unis, résidant professionnellement à 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en tant que gérant avec effet au 27 novembre 2014 et pour une période de temps illimitée.

Le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme il suit:

- Mme. Kathryn O'Sullivan, gérant;
- M. Frits Carlsen, gérant;
- M. Giacomo Garbuglia, gérant;
- M. Fabio Candeli, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014194498/19.

(140216407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

SC Marianne S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 165.603.

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 4 décembre 2014 a nommé comme nouveaux administrateurs de la société:

- Madame Nicole Thommes, née le 28 octobre 1961 à Arlon (Belgique), domicilié professionnellement au 18 rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;
- Madame Andrea Dany, née à Trêves (Allemagne) le 14 août 1973, domiciliée professionnellement au 18 rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;

en remplacement de Monsieur Sébastien Gravière et de Monsieur Michaël Zianveni.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2016.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014194499/16.

(140216870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Scarano S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 122.495.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue en date du 3 décembre 2014 que:

- Les démissions de M. Laurent MULLER et M. Frédéric MULLER de leurs fonctions d'administrateur de la société ont été acceptées;

- La démission de M. Laurent MULLER de sa fonction de Président du Conseil d'administration a été acceptée;

- M. Eric BERNARD, né le 15 mai 1965 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg;

M. Michael PROBST, né le 29 juin 1960 à Trèves (Allemagne), demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg ont été nommés aux fonctions d'administrateur de la société;

- Les mandats d'Administrateur de la Société prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2014194501/23.

(140216479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Schmitt Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3480 Dudelange, 24, rue Gaffelt.

R.C.S. Luxembourg B 174.815.

—
Der Jahresabschluss zum 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schwebsange, den 05.12.2014.

Référence de publication: 2014194502/10.

(140216485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Sebalea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 87.776.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 04 décembre 2014 que:

- Gestman S.A. a démissionné de son poste de commissaire.

- A été nommée au poste de Commissaire en remplacement du commissaire démissionnaire:

* Gestal Sàrl, immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 184722 avec siège social au 23, rue Aldringen - L-1118 Luxembourg.

- Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale annuelle de 2019.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014194504/16.

(140216751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Sebalea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 87.776.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014194505/10.

(140216752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Secapital S.à.r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: PLN 946.702.000,00.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 108.305.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 7 novembre 2014

Est nommé gérant de catégorie B pour une durée illimitée:

- Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, gérant démissionnaire en date du 6 novembre 2014.

Est nommé réviseur d'entreprises, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014:

- ERNST & YOUNG, Société anonyme, 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Le mandat de réviseur d'entreprises agréé KPMG Luxembourg n'est pas renouvelé.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 04 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194507/18.

(140217094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Seventer S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 43.710.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SEVENTER S.A.

DE BERNARDI Alexis / REGGIORI Robert

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014194509/12.

(140217036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Sivan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 51.266.684,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 176.401.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194511/10.

(140216780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Société Forestière Continentale S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 113, Route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 42.107.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 04 décembre 2014, les décisions suivantes ont été prises:

- 1) Les démissions de Mme Manette OLSEM de sa fonction d'administrateur, de Mr Luc BRAUN de sa fonction d'administrateur et d'administrateur délégué, de Mr Jean-Marie POOS de sa fonction d'administrateur sont acceptées.
- 2) Sont nommés jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 31 décembre 2015:
 - Francisco Manuel Quintans de Soure, 5, rue Fernand Mertens, L-2148 Luxembourg, Administrateur;
 - Yves-Marie MAGNANT, 64-6D Rua Joachim Antonio Agular, 1070-153 Lisbonne, Portugal, Administrateur;
 - Youenn MAGNANT, Al Jardins Arrabida, 998, 3B SA Sao Pedro Da Afurada, 4400-478 Vila Nova De Gaia, Portugal, Administrateur;
- 3) La démission de EURAUDIT S.à r.l. de sa fonction de Commissaire est acceptée.
- 4) Est nommé jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 31 décembre 2015:
 - Jean-Claude ANDRE, 5, rue Fernand Mertens L-2148 Luxembourg, Commissaire.
- 5) Le siège social de la société est transféré au 113, Route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2014194512/21.

(140216603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Sofin Credit S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1117 Luxembourg, 34, rue Albert ler.

R.C.S. Luxembourg B 57.008.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194516/10.

(140216445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

SPIE Ehlerange, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-4384 Ehlerange, 30, ZARE Ouest.

R.C.S. Luxembourg B 123.779.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 concernant SPIE BELGIUM, ayant pour succursale SPIE EHLERANGE ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wndhof, le 05/12/2014.

Référence de publication: 2014194519/11.

(140216574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Sweet Port S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 55.614.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de l'actionnaire unique tenue extraordinairement le 9 octobre 2014 au siège social

Les mandats de l'administrateur unique et du réviseur d'entreprises agréé étant échus, l'assemblée décide de les réélire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2014, comme suit:

Conseil d'administration:

- Monsieur Demetrio GIUDICETTI, dirigeant de sociétés, demeurant au 7, Via Campo Marzio, CH-6900 Lugano, administrateur unique.

Personne chargée du contrôle des comptes:

- A3T S.A., société anonyme, ayant son siège social au 44, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, RCS Luxembourg B 158.687, réviseur d'entreprises agréé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Pour la société

Référence de publication: 2014194523/20.

(140216386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Treadstone Holding S.à r.l. / B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.151,20.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 179.150.

Il résulte que l'associé unique de la Société a pris acte en date du 26 novembre 2014:

- de la démission de Monsieur Onderdelinder Cornelis Wilhelm Wouter, en tant que Membre B du conseil de gérance, de la Société avec effet au 25 novembre 2014.

L'associé unique a décidé également de nommer:

- Monsieur Joost Anton Mees, né le 27 septembre 1978 à Delft (Pays Bas), en tant que Membre B du conseil de gérance de la Société avec effet au 25 novembre 2014 et pour une durée indéterminée.

Il est aussi notifié que l'adresse professionnelle de Monsieur Marcus Jacobus Dijkerman et de Monsieur Joost Anton Mees est maintenant la suivante:

- 48, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la Société est composé comme suit:

- M. Marcus Jacobus Dijkerman, Membre A;

- M. Joost Anton Mees, Membre B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Treadstone Holding S.à r.l. / B.V.

Joost Anton Mees

Référence de publication: 2014194529/23.

(140215883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

The Avenir Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 186.301.

EXTRAIT

Il résulte d'un acte de cession de parts sociales de la société à responsabilité limitée The Avenir Group S.à r.l., signé en date du 15 avril 2014 par lequel la société Promind Investments S.A. (B78 792) cède 100 parts sociales de la société The Avenir Group S.à r.l. à The Avenir Group PTE Ltd (enregistrée au «Trade and Company register of Singapore» sous le N° 20140516G), avec siège social à 146, Robinson Road, Overseas Union Trust Building, #07-01, 068909 Singapore (Singapour) que:

La société The Avenir Group PTE Ltd. détient 100 parts sociales de la société à responsabilité limitée The Avenir Group S.à r.l.

Pour extrait conforme

Pour la société

The Avenir Group S.à r.l.

Référence de publication: 2014194527/18.

(140216900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Tension II LuxCo 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.166.668,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 161.192.

—
EXTRAIT

En vertu d'un contrat de transfert daté du 25 novembre 2014, l'associé de la Société Tension II Luxco S.à r.l. a transféré 2.176.042 parts sociales ordinaires de catégorie A qu'il détenait dans la Société à l'associé Diamond ColInvestment S.C.A. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Tension II Luxco 4 S.à r.l.

Référence de publication: 2014194525/13.

(140216542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

TAQA Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.212.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2014.

TAQA Luxembourg S.à r.l.

G.B.A.D. Cousin / M. T. McGuinty

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2014194533/13.

(140216396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

TB International Finance Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,02.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 190.220.

—
En date du 29 octobre 2014, l'ensemble des 2.000.002 (deux millions deux) parts sociales de la Société, d'une valeur nominale de 0.01 USD (un cent de dollar américain) chacune, ont été transférées par Yum! Restaurants International Holdings, Ltd., une société constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social sis 1209 Orange Street, Corporation Trust Center, Wilmington, DE 19801, Etats-Unis d'Amérique et immatriculée auprès du Delaware Company Register sous le numéro 4018187 à TB International Holdings II S.à r.l., une société à responsabilité limitée, organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 190.230.

Il en résulte que l'actionnariat de la Société se compose désormais comme suit:

- TB International Holdings II S.à r.l.: 2.000.002 (deux millions deux) parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Pour la Société

Référence de publication: 2014194535/21.

(140217060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Talgo MGT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 171.938.

—
Par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de manière extraordinaire le 4 décembre 2014 au siège social de la Société, il a été décidé;

- De révoquer le mandat de PricewaterhouseCoopers en tant que Réviseur d'entreprises agréée avec effet au 5 octobre 2012;

- De nommer comme commissaire H.R.T. REVISION S.A., ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, avec effet au 5 octobre 2012. Son mandat ayant comme échéance l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels clos au 31 décembre 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TALGO MGT S.A.
Société Anonyme
Signatures

Référence de publication: 2014194532/18.

(140216526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Sweet Port S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 55.614.

Le bilan, le compte de pertes et profits et les annexes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Pour la Société

Référence de publication: 2014194522/12.

(140216380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Mexamlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 179.744.

*Dépôt Rectificatif du dépôt effectué le 18/11/2014
sous la référence L140205143*

DRAFT TERMS OF CROSS-BORDER MERGER
of the management boards of
MEXAMLUX S.A.

and

SURA ASSET MANAGEMENT MÉXICO B.V.

Draft Terms of Cross-Border Merger

The board of directors of:

Mexamlux S.A., a public company limited by shares (société anonyme) incorporated and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 179.744 (the "Acquiring Company"). Moreover, it is also a Mexican resident for Mexican tax purposes; and

the management board of:

Sura Asset Management México B.V., a private company with limited liability under Dutch law (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), having its registered office (zetel) in Amsterdam, the Netherlands and its registered address at Herikerbergweg 238 Luna Arena, 1101 CM Amsterdam Zuidoost, the Netherlands, registered with the Trade Register of the Chamber of Commerce under number 33263289, and Versalles 19 Col Juarez Delegación Cuahtemoc CP.06600 México DF, (the "Company Ceasing to Exist" and together with the Acquiring Company, the "Merging Companies"). Moreover, it is also a Mexican resident for Mexican tax purposes;

Whereas:

- (i) the Acquiring Company is part of a group of which the Company Ceasing to Exist is part too;
- (ii) None of the Merging Companies has a supervisory board;
- (iii) the Merging Companies have not been dissolved or declared bankrupt, nor has a suspension of payment been declared with respect to the Merging Companies;
- (iv) None of the Merging Companies has a works council or a trade union that has amongst its members employees of one of the Merging Companies or any of their subsidiaries.

propose a cross-border merger pursuant to the relevant local laws applicable to the Merging Companies as a result of which merger:

- the Company Ceasing to Exist will cease to exist; and
- the Acquiring Company will acquire the assets and liabilities of the Company Ceasing to Exist under a universal title of succession.

The data to be mentioned pursuant to Sections 2:312, 2:326 and 2:333d of the Dutch Civil Code and articles 261(2) and following of the Luxembourg law on commercial companies dated August 10, 1915, as amended, are as follows:

a. Type of legal entity, name and registered office / official seat of the Merging Companies and registered address of the company following the merger.

(i) The Luxembourg a public company limited by shares (société anonyme) Mexamlux S.A., having its registered office 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Moreover, it is also a Mexican resident for Mexican tax purposes;

(ii) The private company with limited liability (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) Sura Asset Management México B.V., having its registered office (zetel) in Amsterdam, the Netherlands. Moreover, it is also a Mexican resident for Mexican tax purposes;

(iii) The company following the merger will have a registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

b. The share exchange ratio and, where appropriate, the amount of any cash payment. Pursuant to the merger, 700,000 class A shares plus 50,008 class B shares in the share capital of the Acquiring Company, each with a nominal value of one Mexican Peso (MXN 1.-), will be granted to the shareholder of the Company Ceasing to Exist. The amount of five billion eight hundred twenty-seven million seven hundred sixty-six thousand nine hundred twenty-six Mexican Pesos (MXN 5,827,766,926) will be allocated to the share premium account of the Acquiring Company.

The shareholder of the Company Ceasing to Exist holds 28 shares in the capital of the Company Ceasing to Exist, each with a nominal value of four hundred and sixty Euro (EUR 460), as a result whereof each share in the share capital of the Company Ceasing to Exist will be in exchange for 26,786 actions in the share capital of the Acquiring Company with a nominal value of one Mexican Peso (MXN 1.-) each.

c. Proposed measures in connection with the allotment of shares. The shares of the Acquiring Company being registered shares, the newly issued shares will be registered in the Acquiring Company's share register as of the effective date of the Merger.

As a result of the Merger, the Company Ceasing To Exist will cease to exist and all its issued and outstanding shares/ shares in issue will be cancelled.

The shareholder of the Company Ceasing to Exist will be granted shares of the Acquiring Company in accordance with the exchange ratio set out in paragraph b.

d. The date from which the shares give the right to share in the profits, and any particular methods relating to that right. The newly issued shares will entitle its holder(s) to participate in the profits of the Acquiring Company as from the effective date of the merger and, from that date onwards, such holder(s) acquire(s) all rights attached to these shares, including the right to dividends, or any other distribution, to be distributed out of the profit of the current accounting period and/or out of the accumulated reserves and carried forward profits or otherwise.

e. Date per which the financial data of the Company Ceasing to Exist will be accounted for in the annual accounts of the Acquiring Company. The financial data of the Company Ceasing to Exist will be accounted for in the annual accounts of the Acquiring Company as per January 1st, 2015. The last financial year of the Company Ceasing to Exist will therefore end on December 31st, 2014.

f. The rights conferred by the acquiring company to shareholders having special rights and to the holders of securities other than shares or corporate units, or the measures proposed concerning them. There are no individuals or legal entities having special rights against the Company Ceasing to Exist within the meaning of section 2:320 juncto section 2:312 paragraph 2 sub c of the Dutch Civil Code, such as a right to a distribution of profits or a right to subscribe for shares in the Company Ceasing to Exist. Consequently no special rights or indemnifications referred to in section 2:320 juncto section 2:312 paragraph 2 sub c of the Dutch Civil Code will be granted in relation to the merger.

g. Special advantages granted to members of the board of managers of the Merging Companies or to another party involved with the merger, in connection with the merger. In connection with the proposed merger no benefits or special compensations will be granted to any of the managing directors of any of the Merging Companies or to any other third party involved in the merger.

h. Articles of association of the Acquiring Company. The articles of association of the Acquiring Company shall not be amended in connection with the merger.

The articles of association of the Acquiring Company were drawn up pursuant to a deed of incorporation, executed before Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, on 16 August 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2543 dated 12 October 2013. The Company's articles of association have since been amended, on 28 March 2014 pursuant to a deed drawn up by the undersigned, a notary

resident in Echternach, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 1463, page 70204 of 6 June 2014.

i. Likely effect on employment. The cross-border merger is not expected to have any material effect on employment because the Merging Companies have no employees.

j. Procedures for employee participation. As none of the Merging Companies is subject to national rules concerning employee participation in the Member State of the European Union where it has its official seat, no employee participation arrangements as referred to in section 2:333k Dutch Civil Code have to be made by the Acquiring Company.

k. Information on the valuation of assets and liabilities of the Company Ceasing to Exist to be acquired by the Acquiring Company. The valuation of the relevant assets of the Company Ceasing to Exist to be acquired by the Acquiring Company was lastly done on 31 October 2014 on the basis of the purchase price method.

The valuation of the relevant liabilities of the Company Ceasing to Exist to be acquired by the Acquiring Company was lastly done on 31 October 2014 on the basis of their reimbursement value.

l. Intentions regarding composition management board. The composition of the management board of the Acquiring Company will not change at the occasion of the merger.

m. Intentions regarding the activities of the Company Ceasing to Exist. The activities of the Company Ceasing to Exist will be continued in all material respects and on the same basis by the Acquiring Company.

n. Specific provisions of the articles of association. The articles of association of the Merging Companies do not contain provisions regarding the approval of the resolution to merge within the meaning of section 2:312 paragraph 2 sub i of the Dutch Civil Code.

o. Influence of the merger on goodwill and distributable reserves. The merger will have no influence on the amount of goodwill and distributable reserves of the Acquiring Company.

p. Dutch and Mexican tax consequences. The merger is expected to have no or only a minor Dutch tax impact on the basis that the assets (and liabilities) of the Company Ceasing to Exist almost exclusively consist of shares in the share capital of the Latin American subsidiaries. In the ruling that was obtained from the Dutch tax authorities, the Dutch tax authorities confirmed that they agree with Grupo Sura's view regarding the envisaged Dutch tax consequences.

The merger is expected to have no Mexican tax impact on the basis that a merger between two Mexican Tax Residents for Mexican tax purposes is not considered a taxable event as long as the formal requirements established in the Mexican Tax Law are met.

q. Annexes. Annexes to these draft terms form an integrated part of this proposal.

r. Prevailing language. These draft terms of cross-border merger are drawn up in English, and French. In case of any discrepancy between the English version and the French Version, the English version will prevail.

Mexamlux S.A.

Pedro Pesqueira Villegas / Luis Armando Kuri Henaine / Jacob Mudde / Gwenaëlle Cousin
Management board

Sura Asset Management México B.V.

Luis Armando Kuri Henaine / Luis Roberto Guzman Gonzalez / Rodrigo Miguel Angel Garcia Gonzalez /
Pedro Pesqueira Villegas
Management board

Projet commun de fusion transfrontalière

Le conseil d'administration de:

Mexamlux S.A., une société anonyme, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.744 (la «Société Absorbante»); de surcroit, elle est également résidente mexicaine à des fins fiscales mexicaines; et

le conseil de gérance de:

Sura Asset Management México B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) de droit néerlandais, dont le siège social (zetel) est établi à Amsterdam, Pays-Bas, et dont l'adresse administrative se situe à Herikerbergweg 238 Luna Arena, 1101 CM Amsterdam Zuidoost, Pays-Bas, immatriculée auprès du Registre de Commerce de la Chambre de Commerce sous le numéro 33263289, et Versailles 19 Col Juarez Delegación Cuauhtemoc CP.06600 México DF, (la «Société Absorbée» et avec la «Société Absorbante», les «Sociétés Fusionnantes»). De surcroit, elle est également résidente mexicaine à des fins fiscales mexicaines;

Attendu que:

(i) la Société Absorbante est membre d'un groupe dont la Société Absorbée est elle aussi membre;

- (ii) aucune des Sociétés Fusionnantes n'a de conseil de surveillance;
- (iii) les Sociétés Fusionnantes n'ont pas été dissoutes, déclarées en faillite, ni ne sont en cessation de paiement;
- (iv) aucune des Sociétés Fusionnantes n'a de comité d'entreprise ni de représentation syndicale dont les membres seraient des employés d'une des Sociétés Fusionnantes ou de leurs filiales.

suggèrent d'effectuer une fusion transfrontalière au sens des lois nationales applicables aux Sociétés Fusionnantes, dont il résultera que:

- la Société Absorbée cessera d'exister; et
- la Société Absorbante acquerra les actifs et passifs de la Société Absorbée par succession universelle,

Les mentions spécifiques à mentionner conformément aux Articles 2:312, 2:326 et 2:333d du Code Civil néerlandais et aux Articles 261(2) et suivant de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, sont les suivantes:

a. Type de sociétés, nom et siège social/adresse des Sociétés Fusionnantes et siège social de la société issue de la fusion.

(i) La société anonyme Mexamlux S.A., régie par le droit Luxembourgeois, dont le siège social est établi au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. De surcroît, elle est également résidente mexicaine à des fins fiscales mexicaines;

(ii) La société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) Sura Asset Management México B.V., dont le siège social est établi à Amsterdam, Pays-Bas. De surcroît, elle est également résidente mexicaine à des fins fiscales mexicaines;

(iii) La société issue de la fusion aura un siège social établi au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

b. Le rapport d'échange des parts sociales et, le cas échéant, le montant toute soulte en espèce. Suite à la fusion, 700.000 actions de classe A plus 50.008 actions de classe B du capital social de la Société Absorbante, chacune d'une valeur nominale de un Peso Mexicain (MXN 1,-) seront accordées à l'associé de la Société Absorbée. Le montant de cinq milliards huit cent vingt-sept millions sept cent soixante-six mille neuf cent vingt-six Pesos Mexicain (MXN 5.827.766.926) seront affectés au compte de prime d'émission de la Société Absorbante.

L'associé de la Société Absorbée détient 28 parts sociales dans le capital de la Société Absorbée, chacune d'une valeur nominale de quatre cent soixante Euros (EUR 460), dont il résultera que chaque action dans le capital social de la Société Absorbée équivaldra à 26.786 actions dans le capital social de la Société Absorbante ayant une valeur nominale de un peso mexicain (MXN 1,-) chacune.

c. Modalités proposées de remise des actions. Les actions de la Société Absorbante étant des actions nominatives, les actions nouvellement émises seront enregistrées dans le registre des actions de la Société Absorbante à partir de la date de prise d'effet de la Fusion.

Suite à la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et toutes ses parts sociales émises et en circulation seront annulées.

L'associé de la Société Absorbée se verra attribuer des actions de la Société Absorbante conformément au rapport d'échange fixé au paragraphe b.

d. Date à partir de laquelle les actions donnent le droit de participer aux bénéfices ainsi que toute modalité particulière relative à ce droit. Les nouvelles actions donneront droit à son ou ses détenteurs de participer aux bénéfices de la Société Absorbante à partir de la date de prise d'effet de la fusion et, à partir de cette date, ce ou ces détenteurs acquièrent tous les droits attachés à ces actions, y inclus le droit aux dividendes ou à n'importe quelle autre distribution à être opérée sur les profits de la période comptable en cours et/ou sur les réserves accumulées et les bénéfices reportés ou autres.

e. Date à partir de laquelle les données financières de la Société Absorbée seront comptabilisées dans les comptes annuels de la Société Absorbante. Les données financières de la Société Absorbée seront comptabilisées dans les comptes annuels de la Société Absorbante à partir du 1^{er} janvier 2015. Le dernier exercice social de la Société Absorbée prendra dès lors fin le 31 décembre 2014.

f. Les droits assurés par la société absorbante aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autre que des actions ou parts ou les mesures proposées à leur égard. Il n'y a aucune personnes physiques ou morales bénéficiant de droits spéciaux accordés par la Société Absorbée au sens de la section 2:320 lus conjointement avec la section 2:312 paragraphe 2 sous c du Code civil néerlandais, tel que le droit à une distribution de bénéfices ou le droit à la souscription de parts sociales de la Société Absorbée. Par conséquent, aucuns droits spéciaux ou indemnisations visés à la section 2:320 lus conjointement avec 2:312 paragraphe 2 sous c du Code civil néerlandais ne seront accordées dans le cadre de la fusion.

g. Avantages particuliers consentis aux membres du conseil de gérance des Sociétés Fusionnantes ou à d'autres tiers impliqués dans la fusion, en rapport avec la fusion. Dans le cadre de la fusion proposée aucun avantage ou compensation

spéciale ne seront accordés à l'un des administrateurs exécutifs de l'une des Sociétés Fusionnantes ou à tout autre tiers impliqué dans la fusion.

h. Statuts de la Société Absorbante. Les statuts de la Société Absorbante ne seront pas modifiés dans le cadre de cette fusion.

Les statuts de la Société Absorbante ont été établis suivant un acte constitutif du 16 août 2013 de Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 12 octobre 2013, numéro 2543. Les statuts ont été modifiés depuis, le 28 mars 2014 suivant un acte rédigé par le soussigné, notaire de résidence à Echternach, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 1463, page 70204 du 6 juin 2014.

i. Probables répercussions sur l'emploi. La fusion transfrontalière n'est pas supposée avoir de répercussion significative sur l'emploi puisque les Sociétés Fusionnantes n'ont pas d'employés.

j. Procédures relatives à la participation des travailleurs. Puisqu'aucune des Sociétés Fusionnantes n'est soumise aux lois nationales concernant la participation des travailleurs de l'Etat Membre de l'Union Européenne dans lequel son siège social est établi, la Société Absorbante n'est pas tenue de rédiger une convention de participation des travailleurs telle que définie à l'Article 2:333k du Code Civil néerlandais.

k. Informations concernant l'évaluation de l'actif et du passif de la Société Absorbée qui sera acquis par la Société Absorbante. L'évaluation de l'actif concerné de la Société Absorbée qui sera acquis par la Société Absorbante a été effectuée pour la dernière fois le 31 octobre 2014 selon la méthode du prix d'achat.

L'évaluation du passif concerné de la Société Absorbée qui sera acquis par la Société Absorbante a été établie pour la dernière fois le 31 octobre 2014 sur base de la valeur de compensation.

l. Intentions concernant la composition du conseil d'administration. La composition du conseil d'administration de la Société Absorbante restera inchangée à l'occasion de la fusion.

m. Intentions relatives aux activités de la Société Absorbée. Les activités de la Société seront poursuivies à tous égards importants et sur la même base par la Société Absorbante.

n. Dispositions spécifiques des statuts. Les statuts des Sociétés Fusionnantes ne contiennent pas de stipulations relatives à l'approbation des résolutions sur la fusion dans le sens de la section 2:312 paragraphe 2 sous i du Code Civil Néerlandais.

o. Effets de la fusion sur le fonds de commerce et les réserves distribuables. La fusion n'aura pas d'effet sur le montant du fonds de commerce et des réserves distribuables de la Société Absorbante.

p. Conséquences fiscales néerlandaises et mexicaines. La fusion ne devrait avoir aucun effet ou qu'un effet fiscal mineur au Pays-Bas dans la mesure où les actifs (et les passifs) de la Société Absorbée sont composés presque exclusivement d'actions dans le capital social des filiales d'Amérique Latine. Dans la décision qui a été obtenu auprès des autorités fiscales néerlandaises, ces autorités fiscales néerlandaises ont confirmé qu'ils sont d'accord avec la position de Grupo Sura concernant les conséquences fiscales néerlandaises envisagées.

La fusion n'est censée avoir aucune implication fiscale au sens du droit mexicain dans la mesure où la fusion entre deux sociétés Résidentes Fiscales Mexicaines, aux fins de l'impôt mexicain, n'est pas considérée comme un événement soumis à la fiscalité mexicaine dès lors que sont remplies les obligations formelles établies par le droit fiscal mexicain.

q. Annexes. Les Annexes au présent projet de fusion forment partie intégrante du projet.

r. La langue prédominante. Le présent projet de fusion transfrontalière est rédigé en anglais et en français. En cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Mexamlux S.A.

Pedro Pesqueira Villegas / Luis Armando Kuri Henaine / Jacob Mudde / Gwenaëlle Cousin

Conseil d'administration

Sura Asset Management México B.V.

Luis Armando Kuri Henaine / Luis Roberto Guzman Gonzalez / Rodrigo Miguel Angel Garcia Gonzalez /

Pedro Pesqueira Villegas

Conseil de gérance

Annex A: Coordinated text of the current articles of association of Acquiring Company.

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Mexamlux S.A." (the Company). The Company is a public company limited by shares (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of directors (the Board of Directors). It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board of Directors. If the Board of Directors determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

2.3. By virtue of the foregoing and due to the fact that it is the intention of the Company to acquire participations in any Mexican company, including but not limited to, any stocks, shares, securities, investment interests and other participations, the Company may establish an office in such territory, that is, the United Mexican States and may carry out several activities in relation with said office of the Company, including but not limited to make and execute decisions and actions pertaining to the control, direction, operation and administration of same; make management and commercial decisions that are necessary for the conduct of the Company's business and make the Company's management policies related to Mexican investments.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any company or enterprise in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies, offices and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at seven hundred thousand Mexican Pesos (MXN 700,000.-), represented by seven hundred thousand (700,000) shares in registered form, having a nominal value of one Mexican Peso (MXN 1.-) each.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

6.3. A register of shares shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.4. A share transfer shall be carried out by the entry in the register of shares of a declaration of transfer, duly signed and dated by either:

(i) both the transferor and the transferee or their authorised representatives; or

(ii) any authorised representative of the Company,

following a notification to, or acceptance by, the Company, in accordance with Article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.5. Any document recording the agreement between the transferor and the transferee, which is validly signed by both parties, may be accepted by the Company as evidence of a share transfer.

6.6. The Company may redeem its own shares within the limits set out in the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of Directors.

7.1. Composition of the Board of Directors

(i) The Company shall be managed by the Board of Directors, which shall comprise at least four (4) members of which two shall be allocated to the Class A Directors and two shall be allocated to the Class B Directors. The directors need not be shareholders.

(ii) The General Meeting shall appoint two Class A Directors and two Class B Directors, and determine their remuneration and the term of their office. Directors cannot be appointed for a term of office of more than six (6) years but are eligible for reappointment at the expiry of their term of office. Directors may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the General Meeting.

(iii) In order for the Company to be able to carry out the activities mentioned in Article 2.3 hereinabove in relation with the office of the Company that may be established in the United Mexican States, one or several of the Class A Directors to be appointed by the General Meeting may reside in the United Mexican States.

(iv) If the office of a director becomes vacant, the other directors, acting by a simple majority, may fill the vacancy on a provisional basis until a new director is appointed by the next General Meeting.

7.2. Powers and Duties of the Board of Directors

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board of Directors, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) For the purposes above stated, the Board of Directors shall be vested with the powers and duties that shall include but not be limited to the following:

- (a) Make use of the corporate signature;
- (b) Designate any officers and all other employees of the Company, and grant them the powers and duties deemed necessary;
- (c) Delegate the instant powers and duties, in full or in part, as well as to revoke the substitutions carried out in compliance with Article 7 herein;
- (d) Take, authorize and approve all actions and make or approve all capital expenditures in furtherance of the purposes, businesses and activities of the Company or any office of the Company;
- (e) Approve the opening and administration of checking and savings accounts and approve the deposits and maintenance of funds in the name of the Company or any office of the Company in banks, savings and loan associations, and other financial institutions upon such terms and conditions as the Board of Directors determine and approve the withdrawal of funds therefrom;
- (f) Approve all leases (as lessor or lessee) of any real or personal property owned by or leased to the Company or any office of the Company;
- (g) Approve all contracts on behalf of the Company or any office of the Company, including but not limited to any contract for the purchase of any real or personal property for, or the sale of any real or personal property of, the Company or any office of the Company;
- (h) Approve all notes, mortgages, guarantees or other encumbrances upon (or relating to) any property of the Company or any office of the Company or any indemnity bond, surety or accommodation paper;
- (i) Represent the Company or any office of the Company in all dealings with the State of the Grand Duchy of Luxembourg or any other State of the World and any local and foreign tax authority;
- (j) Settle, compromise, release, transfer, assign, pledge or otherwise deal with any claim, debt, obligation or liability for or against the Company or any office of the Company;
- (k) Govern, supervise, and (if the Board of Directors so determines) delegate specific powers of the Board of Directors, it being understood that such a delegation of powers must be limited in time and in scope;
- (l) Establish, alter, change, discontinue and/or terminate the compensation and benefit plans or programs of the Company or any office of the Company;
- (m) On behalf of the Company or any office of the Company, purchase, acquire, invest in, hold, encumber, sell, exchange, transfer, dispose of and/or lease (as Lessee or Lessor) any real or personal property for the operation and/or expansion of the Company or any office of the Company.
- (n) On behalf of the Company or any office of the Company, borrow money, prepay (partially or fully) and refinance such borrowings, and issue, sell and pledge the notes of the Company or any office of the Company and mortgage, pledge or deed of trust regarding any or all of the property of the Company or any office of the Company and guarantee or secure obligations or any person or entity;

(o) Invest the funds of the Company or any office of the Company and any deposits, shares, securities or other assets whether of short-term or long-term duration;

(p) On behalf of the Company or any office of the Company, execute, acknowledge and/or certify any document(s) or instrument(s) of the Company or any office of the Company in one or multiple capacities;

(q) To participate in the decision making of the Company or any subsidiary, jointly with the General Meeting, with regard to any merger to be carried out with or into or with regard to consolidation or otherwise combination with any other company, corporation or business; acquire all or substantially all the assets of any other company, corporation or business; and/or to sell all or substantially all the assets of the Company or any office of the Company to any other company, corporation or business;

(r) Approve the lending of any funds of the Company or any office of the Company or the extending of any credits to any person with or without security;

(s) Make or cause to be made any alterations or additions in or to any property or assets of the Company or any office of the Company and construct any buildings and other improvements on the real estate of the Company or any office of the Company;

(t) In general, manage, operate, control and make all the decisions affecting the business, affairs and assets of the Company.

(iii) By virtue of the above mentioned, the Board of Directors may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

(iv) In addition, the Board of Directors is authorised to delegate the day-to-day management, and the power to represent the Company in this respect, to one or more directors, officers, managers or other agents, whether shareholders or not, acting either individually or jointly. If the day-to-day management is delegated to one or more directors, the Board of Directors must report to the annual General Meeting any salary, fee and/or any other advantage granted to those director(s) during the relevant financial year.

7.3. Procedure

(i) The Board of Directors must appoint a chairman from among its Class B Directors and may choose a secretary who need not be a director and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of General Meetings.

(ii) The Board of Directors shall meet at the request of the chairman or any director, at the place indicated in the notice.

(iii) Written notice of any Board of Directors meeting shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance by any means that allows for acknowledgement of receipt, including but not limited to fax, telegram and electronic mail, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iv) No notice is required if all members of the Board of Directors are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A director may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board of Directors.

(v) A director may grant to another director a power of attorney in order to be represented at any Board of Directors meeting.

(vi) The Board of Directors may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board of Directors Resolutions shall be validly adopted by a majority of Directors present or represented, provided that at least one (1) Class A Director and one (1) Class B Director vote in favor of the resolution. Nevertheless, the resolutions regarding the Company's office in the United Mexican States need to be approved by a majority of Class A Directors. The chairman shall have the casting vote in the event of a tied vote. However, Class A Directors shall have a right of veto over the decisions regarding the Company's operation in the United Mexican States, Board of Directors resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairman, by all the directors present or represented at the meeting, or by the secretary (if any).

(vii) Any director may participate in any meeting of the Board of Directors by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(viii) Circular resolutions signed by all the directors shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board of Directors meeting, and shall bear the date of the last signature.

(ix) A director who has an interest in a transaction carried out other than in the ordinary course of business which conflicts with the interests of the Company must advise the Board of Directors accordingly and have the statement recorded in the minutes of the meeting. The director concerned may not take part in the deliberations concerning that transaction. A special report on the relevant transaction shall be submitted to the shareholders at the next General Meeting, before any vote on any other resolution.

7.4. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of two members of the Board of Director, regardless they are Class A Director or Class B Directors.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the joint or single signature of any person(s) to whom special signatory powers have been delegated by the Board of Directors.

Art. 8. Sole Director.

8.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the Company may be managed by a single director until the General Meeting following the introduction of an additional shareholder; and

(ii) any reference in the Articles to the Board of Directors, the directors, some directors or any director should be read as a reference to that sole director, as appropriate.

8.2. Transactions entered into by the Company which conflict with the interest of its sole director must be recorded in minutes. This does not apply to transactions carried out under normal circumstances in the ordinary course of business.

Art. 9. Liability of the directors. The directors may not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the Company's name, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

Art. 10. Officers.

10.1. As provided in Article 7.2, the Board of Directors (in its sole discretion) may periodically appoint persons to serve as officers to assist the members and the Board of Directors in the performance of their respective duties and obligations and may assign such functions and tasks to the officers as the members periodically determine. At any time, the Board of Directors may remove any persons as an officer for any reason (or for no reason) as determined in the sole discretion of the Board of Directors.

10.2. As periodically determined by the Board of Directors, the officers may consist of a President, Chief Executive Officer, Chief Financial Officer, Chief Operating Officer Executive Vice-President, Secretary, Treasurer, one or more additional Vice-Presidents, and such other officers as the Board of Directors may periodically determine.

10.3. Two or more officer positions may be held by the same person, except that no person shall concurrently hold the offices of both President and Secretary and no officer shall execute, acknowledge or verify an instrument in more than one capacity.

10.4. The officers will be vested with the powers of attorney and duties granted by the Board of Directors in accordance with the provisions set forth in Article 7.2 hereinabove.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting). The General Meeting has full powers to adopt and ratify all acts and operations which are consistent with the Company's corporate object.

(ii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting proceedings

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board of Directors or the statutory auditor. The Shareholders must be convened to a General Meeting following a request from shareholders representing more than one-tenth (1/10) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Any shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at the meeting.

(vii) Any shareholder may vote by using the forms provided by the Company for that purpose. Voting forms must contain the date, place and agenda of the meeting and the text of the proposed resolutions. For each resolution, the form must contain three boxes allowing for a vote for or against that resolution or an abstention. Shareholders must return the voting forms to the Company's registered office. Only voting forms received prior to the General Meeting shall be taken into account in calculating the quorum for the meeting. Voting forms which indicate neither a voting intention nor an abstention shall be considered void.

(viii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by a simple majority vote, regardless of the proportion of share capital represented.

(ix) An extraordinary General Meeting may only amend the Articles if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles, including the text of any proposed amendment to the Company's object or form. If this quorum is not reached, a second General Meeting shall be convened by means of notices published twice in the Memorial and two Luxembourg newspapers, at an interval of at least fifteen (15) days and fifteen (15) days before the meeting. These notices shall state the date and agenda of the General Meeting and the results of the previous General Meeting. The second General Meeting shall deliberate validly regardless of the proportion of capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two-thirds of the votes cast.

(x) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment in the Company shall require the unanimous consent of the shareholders and bondholders (if any).

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders or the General Meeting is to be read as a reference to the sole shareholder, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board of Directors must prepare the balance sheet and profit and loss account, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by the officers, directors and statutory auditor to the Company.

13.3. One (1) month before the annual General Meeting, the Board of Directors shall provide the statutory auditors with a report on, and documentary evidence of, the Company's operations. The statutory auditor shall then prepare a report setting out their proposals.

13.4. The annual General Meeting shall be held at the registered office or in any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, during the first six (6) months following each financial year end.

Art. 14. Auditors.

14.1. The Company's operations shall be supervised by one or more statutory auditors (commissaires).

14.2. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

14.3. The General Meeting shall appoint the statutory auditors (commissaires) / external auditors (réviseurs d'entreprises agréés), and determine their number and remuneration and the term of their office. The term of office of the statutory auditors may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The General Meeting shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. It may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board of Directors must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board of Directors must resolve to distribute the interim dividends; and
- (iv) the statutory auditors (commissaires) or the approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés), as applicable, must prepare a report addressed to the Board of Directors which must verify whether the above conditions have been met.

VI. Dissolution - Liquidation

15.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles. The General Meeting shall appoint one or more liquidators,

who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the General Meeting, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

15.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provision

16.1. Notices and communications may be made or waived and circular resolutions may be evidenced in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

16.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board of Directors meetings may also be granted by a director, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board of Directors.

16.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

16.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Annexe A: Texte coordonné des statuts actuels de la Société Absorbante.

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est «Mexamlux S.A.» (la Société). La Société est une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil d'administration (le Conseil d'Administration). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires (l'Assemblée Générale), selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil d'Administration estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

2.3. En vertu de ce qui précède et compte tenu du fait que l'intention de la Société est d'acquérir des participations dans toute société mexicaine, notamment mais sans s'y limiter, les stocks, actions, titres, intérêts d'investissements et autres participations, la Société peut installer un bureau sur ce territoire qu'est les Etats-Unis du Mexique et peut réaliser plusieurs activités en lien avec ledit bureau de la Société, notamment mais sans s'y limiter, de faire et d'exécuter les décisions et les actions en lien avec le contrôle, la direction, l'opération et l'administration à l'identique, prendre des décisions de gestion et commerciales qui sont nécessaires pour la conduite des affaires de la Société et s'assurer que la politique de gestion de la Société soit liée aux investissements mexicains.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées, bureaux, ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale,

en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

II. Capital - Actions

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à sept cent mille Pesos mexicains (MXN 700.000,-), représenté par sept cent mille (700.000) actions sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un Peso mexicains (MXN 1,-) chacune.

Art. 6. Actions.

6.1. Les actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par action.

6.2. Les actions sont et resteront sous forme nominative.

6.3. Un registre des actions est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque actionnaire.

6.4. Une cession d'action(s) s'opère par la mention sur le registre des actions, d'une déclaration de transfert, valablement datée et signée:

(i) par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires; ou

(ii) par un quelconque mandataire de la Société,

suivant une notification à, ou une acceptation par la Société, conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.5. Tout autre document établissant l'accord du cédant et du cessionnaire, dûment signé par les deux parties, peut également être accepté par la Société comme preuve du transfert d'actions.

6.6. La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil d'Administration.

7.1. Composition du Conseil d'Administration

(i) La Société est gérée par un Conseil d'Administration, composé d'au moins quatre (4) membres parmi lesquels deux sont désignés comme Administrateurs de Classe A et deux sont désignés comme Administrateurs de Classe B. Les administrateurs ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

(ii) L'Assemblée Générale nomme deux Administrateurs de Classe A et deux Administrateurs de Classe B et fixe leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat. Les administrateurs ne peuvent être nommés pour plus de six (6) ans, mais sont rééligibles à la fin de leur mandat. Les administrateurs sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision de l'Assemblée Générale.

(iii) Afin que la Société soit en mesure de mener à bien les activités mentionnées à l'article 2.3 ci-dessus en lien avec le bureau de la Société qui peut être établi aux Etats-Unis du Mexique, un ou plusieurs des Administrateur(s) de Classe A nommés par l'Assemblée Générale peuvent résider aux Etats-Unis du Mexique.

(iv) En cas de vacance d'un poste d'administrateur, la majorité des administrateurs restants peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la nomination définitive d'un nouvel administrateur, qui a lieu lors de la prochaine Assemblée Générale.

7.2. Pouvoirs et Devoirs du Conseil d'Administration

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Pour les besoins de ce qui précède, le Conseil d'Administration sera investi des pouvoirs et devoirs qui doivent inclure, sans s'y limiter, à ce qui suit:

(a) Faire usage de la signature sociale;

(b) Désigner des agents et tous les autres employés de la Société, et leur accorder les pouvoirs et devoirs jugés nécessaires;

(c) Déléguer les pouvoirs et les devoirs immédiats, en totalité ou en partie, ainsi que révoquer les remplacements effectués en vertu de l'article 7 ci-dessus;

(d) Prendre, autoriser et approuver toutes les actions et établir ou approuver toutes les dépenses en capital dans la poursuite des objectifs, affaires et activités de la Société ou de tout bureau de la Société;

(e) Approuver l'ouverture et l'administration de comptes chèques et des comptes épargne et approuver les dépôts et la gestion des fonds au nom de la Société ou de tout bureau de la Société dans les banques, les associations d'épargne et de crédit et autres institutions financières selon les modalités et conditions que le Conseil d'Administration déterminent et approuvent le retrait des fonds qui en découlent;

(f) Approuver tous les baux (comme propriétaire ou locataire) d'un bien meuble ou d'un immeuble détenus par ou loués à la Société ou de tout bureau de la Société;

(g) Approuver les contrats au nom de la Société ou de tout bureau de la Société, notamment mais sans s'y limiter aux contrats pour l'achat de biens immobiliers ou personnels, ou la vente de tout bien meuble ou immeuble de la Société et de n'importe quel bureau de la Société;

(h) Approuver toutes les notes, les hypothèques, garanties ou autres grèvements (ou relatives à) toute propriété de la Société ou de tout bureau de la Société ou de tout acte de cautionnement, sûreté ou papier d'hébergement;

(i) Représenter la Société ou tout bureau de la Société dans ses rapports avec l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg ou tout autre Etat du monde et toute autorité fiscale locale ou étrangère;

(j) Régler, compromettre, libérer, transférer, céder, nantir ou faire face autrement à toute réclamation, dette, obligation ou responsabilité en faveur ou contre la Société ou de tout bureau de la Société;

(k) Régir, superviser, et (si le Conseil d'Administration en décide ainsi) déléguer des pouvoirs spécifiques du Conseil d'Administration, étant entendu que celle délégation de pouvoirs est limitée dans le temps et à son objet;

(l) Établir, modifier, changer, interrompre et/ou résilier la rémunération et les régimes d'avantages sociaux ou les programmes de la Société ou de tout bureau de la Société;

(m) Au nom de la Société ou de tout bureau de la Société, acheter, acquérir, investir, détenir, grever, vendre, échanger, céder, disposer et/ou louer (en tant que propriétaire ou locataire) tout bien meuble ou immeuble pour l'exploitation et/ou l'expansion de la Société ou de tout bureau de la Société;

(n) Au nom de la Société, ou de tout bureau de la Société, emprunter de l'argent, rembourser par anticipation (partiellement ou entièrement) et refinancer ces emprunts, émettre, vendre et mettre en gage les notes de la Société ou de tout bureau de la Société et hypothéquer, nantir ou acte de confiance en ce qui concerne tout ou partie des biens de la Société ou de tout bureau de la Société ainsi que la garantie et les obligations sécurisées de toute personne ou entité;

(o) Investir les fonds de la Société ou de tout bureau de la Société et des dépôts, actions, titres ou autres actifs qu'ils soient de courte ou de longue durée;

(p) Au nom de la Société ou de tout bureau de la Société, exécuter, reconnaître et/ou certifier tout document ou instrument de la Société ou de tout bureau de la Société en une ou plusieurs capacités;

(q) Participer au processus décisionnel de la Société ou l'une de ses filiales, conjointement avec l'Assemblée Générale, à l'égard de toute fusion doit être qui doit être réalisée à l'égard de la consolidation ou autrement combinaison avec une autre société, entité ou affaire, acquérir la totalité ou la quasi-totalité des actifs d'une autre société, entité ou affaire et / ou vendre la totalité ou la quasi-totalité des actifs de la Société ou de tout bureau de la Société à une autre société, entité ou affaire;

(r) Approuver les emprunts des fonds de la Société ou de tout bureau de la Société ou l'extension de crédits à toute personne avec ou sans garantie;

(s) Faire ou faire effectuer des modifications ou des ajouts à des biens ou des actifs de la Société ou de tout bureau de la Société et construire des bâtiments et autre améliorations des biens immobiliers de la Société ou de tout bureau de la Société;

(t) Généralement, gérer, exploiter, contrôler et prendre toutes les décisions concernant les affaires, activités et actifs de la Société.

(iii) En vertu de ce qui précède, des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil d'Administration à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iv) En outre, le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Si la gestion journalière est déléguée à un ou plusieurs administrateurs, le Conseil d'Administration doit rendre compte à l'Assemblée Générale annuelle, de tous traitements, émoluments et/ou avantages quelconques, alloués à ce(s) administrateur(s) pendant l'exercice social en cause.

7.3. Procédure

(i) Le Conseil d'Administration doit élire parmi les Administrateurs de Classe B un président et peut désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et qui est responsable de la tenue des procès-verbaux de réunions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales.

(ii) Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du président ou d'un administrateur au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

(iii) Il est donné à tous les administrateurs une convocation écrite de toute réunion du Conseil d'Administration au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, par tout moyen permettant d'accuser réception, y compris mais sans s'y limiter fax, télégramme ou courrier électronique, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iv) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un administrateur peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant à des heures et dans des lieux fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil d'Administration.

(v) Un administrateur peut donner une procuration à tout autre administrateur afin de le représenter à toute réunion du Conseil d'Administration.

(vi) Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil d'Administration sont valablement adoptées à la majorité des Administrateurs présents ou représentés, pourvu qu'au moins un (1) Administrateur de Classe A et un (1) Administrateur de Classe B votent en faveur de la décision. Néanmoins, les résolutions concernant le bureau de la Société dans les États-Unis du Mexique doivent être approuvés par la majorité des Administrateurs de Classe A. La voix du président est prépondérante en cas de partage des voix. Toutefois, les Administrateurs de Classe A ont un droit de veto sur les décisions concernant les opérations de la Société aux États-Unis du Mexique. Les décisions du Conseil d'Administration sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président, par tous les administrateurs présents ou représentés à la réunion ou par le secrétaire (s'il en existe un).

(vii) Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil d'Administration par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les administrateurs sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil d'Administration valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(ix) Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une transaction qui ne concerne pas des opérations courantes conclues dans des conditions normales, est tenu d'en prévenir le Conseil d'Administration et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la réunion. L'administrateur en cause ne peut prendre part à ces délibérations. Un rapport spécial relatif à ou aux transactions concernées est soumis aux actionnaires avant tout vote, lors de la prochaine Assemblée Générale.

7.4. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers, en toutes circonstances, par les signatures conjointes de deux membres du Conseil d'Administration, indépendamment qu'ils soient un Administrateur de Classe A ou un Administrateur de Classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués par le Conseil d'Administration.

Art. 8. Administrateur Unique.

8.1. Dans le cas où le nombre des actionnaires est réduit à un (1):

(i) la Société peut être gérée par un administrateur unique jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire suivant l'introduction d'un actionnaire supplémentaire; et

(ii) toute référence dans les Statuts au Conseil d'Administration, aux administrateurs, à quelques administrateurs ou à un quelconque administrateur doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet administrateur unique.

8.2. Les transactions conclues par la Société doivent être mentionnées dans des procès-verbaux si elles sont intervenues avec son administrateur unique ayant un intérêt opposé, sauf si elles concernent des opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 9. Responsabilité des administrateurs. Les administrateurs ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

Art. 10. Directeurs.

10.1. Conformément à l'article 7.2, le Conseil d'Administration (à sa seule discrétion) peut temporairement nommer des personnes en tant que directeurs afin d'assister les membres du Conseil d'Administration dans l'accomplissement de leurs devoirs et obligations respectifs et peut attribuer des fonctions ou des tâches aux directeurs que les membres déterminent périodiquement. A tout moment, le Conseil d'Administration peut révoquer une personne en tant que directeur pour une raison quelconque (ou sans raison) à la seule discrétion du Conseil d'Administration.

10.2. Tel que déterminé périodiquement par le Conseil d'Administration, les directeurs peuvent être un Président, Directeur Général, Directeur Financier, Directeur de l'exploitation, Vice-Président, Secrétaire, Trésorier, un ou plusieurs Vice-Présidents et tout autre directeur que le Conseil d'Administration détermine périodiquement.

10.3. Deux ou plusieurs postes d'agents peuvent être exercées par la même personne, excepté que personne ne peut exercer simultanément les fonctions de Président et de Secrétaire et aucun directeur ne peut exécuter, reconnaître ou vérifier une tâche à plus d'un titre.

10.4. Les directeurs seront investis des procurations et des devoirs accordés par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions fixées à l'article 7.2 ci-dessus.

IV. Actionnaire(s)

Art. 11. Assemblée générale des actionnaires.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des actionnaires sont adoptées lors des assemblées générales des actionnaires (chacune une Assemblée Générale). L'Assemblée Générale a les pouvoirs les plus étendus pour adopter et ratifier tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Chaque action donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les actionnaires peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil ou du/des commissaire(s). Les actionnaires doivent y être convoqués à la demande des actionnaires représentant plus de dix pourcent (10%) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les actionnaires au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales se tiennent au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne (qui ne doit pas être un actionnaire) afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Tout actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion.

(vii) Tout actionnaire peut voter au moyen de formulaires de vote fournis par la Société à cet effet. Les formulaires de vote doivent indiquer la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et le texte des résolutions proposées. Pour chaque résolution, le formulaire doit contenir trois cases permettant de voter en faveur de cette résolution, de voter contre ou de s'abstenir. Les formulaires de vote doivent être renvoyés par les actionnaires au siège social de la Société. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires de vote reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée Générale. Les formulaires de vote dans lesquels ne sont mentionnés ni un vote (en faveur ou contre les résolutions proposées) ni une abstention, sont nuls.

(viii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, quelle que soit la proportion du capital social représenté.

(ix) Une Assemblée Générale extraordinaire ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins du capital social est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées ainsi que le texte de celles qui modifient l'objet social ou la forme de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale peut être convoquée par annonces insérées deux fois, à quinze (15) jours d'intervalle au moins et quinze (15) jours avant l'Assemblée, dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Ces convocations reproduisent l'ordre du jour de la réunion et indiquent la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde Assemblée Générale délibère valablement quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux Assemblées Générales, les résolutions doivent être adoptées par au moins les deux tiers des voix exprimées.

(x) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un actionnaire dans la Société exige le consentement unanime des actionnaires et des obligataires (s'il y a lieu).

Art. 12. Actionnaire unique. Lorsque le nombre des actionnaires est réduit à un (1):

(i) l'actionnaire unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux actionnaires ou à l'Assemblée Générale doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet actionnaire unique; et

(iii) les résolutions de l'actionnaire unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil d'Administration dresse le bilan et le compte de profits et pertes ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaire envers la Société.

13.3. Un (1) mois avant l'Assemblée Générale annuelle, le Conseil d'Administration remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société aux commissaires, qui doivent ensuite faire un rapport contenant leurs propositions.

13.4. L'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, les six (6) premiers mois suivants chaque exercice social.

Art. 14. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires.

14.2. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, quand la loi le requiert.

14.3. L'Assemblée Générale nomme les commissaires / réviseurs d'entreprises agréés et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. La durée du mandat des commissaires ne peut dépasser six (6) ans mais peut être renouvelé.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.2. L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil d'Administration;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires est adoptée par le Conseil d'Administration dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) les commissaires ou les réviseurs d'entreprises agréés, selon le cas, doivent préparer un rapport au Conseil d'Administration qui doit vérifier si les conditions prévues ci-dessous ont été remplies.

VI. Dissolution - Liquidation

15.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts. L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, pour réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

15.2. Le boni de liquidation (s'il y en a un) résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes, est distribué aux actionnaires proportionnellement aux actions détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

16.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

16.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil d'Administration peuvent également être données par un administrateur conformément aux conditions acceptées par le Conseil d'Administration.

16.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition que les signatures électroniques remplissent l'ensemble des conditions légales requises pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires ou des résolutions adoptées par téléphone ou visioconférence peuvent être apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

16.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les actionnaires.

Mexamlux S.A.

Pursuant to sentence 1 of Art. 268(1) Luxembourg Law Concerning Commercial Companies (Loi concernant les sociétés commerciales) (hereinafter “LSC”), creditors of the merging companies whose claims were created prior to the date on which the Mexamlux S.A. shareholder resolution (taken at the general meeting) approving the merger is published in the Official Gazette of the Grand Duchy of Luxembourg (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) are permitted, notwithstanding any agreement to the contrary, to make an application, within two months of said publication, to the judge presiding the chamber of the Luxembourg district court (Tribunal d'Arrondissement) dealing with commercial matters with jurisdiction for the district in which Mexamlux S.A. has its registered office to obtain the establishment of guarantees for any matured or unmatured claims, provided that these creditors can credibly demonstrate that due to the merger, the satisfaction of their claims is at risk and that no sufficient guarantees have been obtained from Mexamlux S.A.

Pursuant to sentence 2 of Art. 268(1) LSC, the judge presiding the chamber of the Luxembourg district court (Tribunal d'Arrondissement) shall dismiss this application if the creditors are already in possession of adequate guarantees or if the provision of guarantees is not necessary taking into account the financial situation of Mexamlux S.A. after the merger.

Pursuant to sentence 3 of Art. 268(1) LSC, Mexamlux S.A. can resist the application by paying the creditor, even if the claim is not yet due. In the event any guarantees are not provided within the deadline specified, the relevant claim shall immediately fall due (sentence 4 of Art. 268(1) LSC).

Addresses for obtaining information for the purposes of article 262 (c) of the LSC:

Mexamlux S.A., 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, managers to contact Jacob Mudde and Gwenaëlle Cousin.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Mexamlux S.A.

Conformément à la phrase 1 de l'article 268(1) Loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales (ci-dessous «LSC»), les créanciers des sociétés qui fusionnent, dont la créance est antérieure à la date de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de l'acte se rapportant à la décision de l'associé Mexamlux S.A. (prise en assemblée générale) constatant la fusion prévue, peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les deux mois de cette publication, demander au magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel Mexamlux S.A. a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues, au cas où ils peuvent démontrer, de manière crédible, que la fusion constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et que Mexamlux S.A. ne leur a pas fourni de garanties adéquates.

Conformément à la phrase 2 de l'article 268(1) LSC, le magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement rejette cette demande, si les créanciers disposent de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires, compte tenu de la situation financière de Mexamlux S.A. après la fusion.

Conformément à la phrase 3 de l'article 268(1) LSC, Mexamlux S.A. peut écarter cette demande en payant le créancier même si la créance est à terme. Si la sûreté n'est pas fournie dans le délai fixé, la créance devient immédiatement exigible (phrase 4 de l'article 268(1) LSC).

Adresse à laquelle les informations peuvent être obtenues aux fins de l'article 262 (c) de la LSC:

Mexamlux S.A., 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, gérants à contacter Jacob Mudde and Gwenaëlle Cousin.

Sura Asset Management México B.V.

It is envisaged that Sura Asset Management México B.V. (“SUAM Mexico”) shall enter into a cross-border legal merger with Mexamlux S.A. (the “Merger”).

Pursuant to section 2:316 of the Dutch Civil Code (“DCC”):

1. each creditor of SUAM Mexico may oppose to the proposed Merger by way of a petition to the district court in Amsterdam, The Netherlands, specifying the requested safeguards, up to one month after the day of the announcement of the filings of the Merger documents as referred to in section 2:314 paragraph 3 DCC;

2. at least one of the merging companies must provide security or other safeguards for the satisfaction of the claim of any creditor of SUAM Mexico who demands the same, failing which the action of opposition referred to in paragraph 1 shall succeed. This shall not apply if the creditor's claim is sufficiently secured or if the financial condition of Mexamlux S.A. after the Merger will provide not less safeguards for satisfaction of the claim than prior to the Merger;

3. the district court shall disallow the request if the petitioner has not shown prima facie that (i) the financial condition of Mexamlux S.A. after the Merger will provide less safeguards for the settlement of the claim and (ii) inadequate safeguards were obtained from the relevant merging company;

4. prior to making its decision, the court may give the merging companies an opportunity to provide security to be specified by the court within the period set by the court.

Creditors of SUAM Mexico may obtain information about their rights as set out above without charge at the address of SUAM Mexico: Herikerbergweg 238 Luna ArenA, 1101 CM Amsterdam Zuidoost, The Netherlands.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Sura Asset Management México B.V.

Il est prévu que Sura Asset Management México B.V. («SUAM Mexico») conclut un projet de fusion transfrontalière au sens de la loi avec Mexamlux S.A. (la «Fusion»).

Conformément à la section 2:316 du Code Civil Néerlandais («DCC»):

1. chaque créancier de SUAM Mexico peut s'opposer à la Fusion proposée par le biais d'une demande auprès du tribunal d'arrondissement d'Amsterdam, Pays-Bas, spécifiant les garanties réclamées, jusqu'à un mois après le jour de l'annonce de l'enregistrement des documents de la Fusion conformément à la section 2:314 paragraphe 3 DCC;

2. au moins l'une des sociétés fusionnantes doit fournir des sécurités ou autres garanties pour l'exercice des droits de tout créancier de SUAM Mexico le réclamant, faute de quoi l'opposition mentionnée au paragraphe 1 s'appliquera. Cela ne sera pas le cas si les créanciers disposent de garanties adéquates ou si la situation financière de Mexamlux S.A. après la Fusion pour l'exercice des droits des créanciers ne sont pas moindre qu'avant la Fusion.

3. le tribunal d'arrondissement rejette la demande si le demandeur ne démontre pas prima facie que (i) la situation financière de Mexamlux S.A. après la Fusion apportera moins de garanties pour le règlement de la créance et (ii) que des garanties inadéquates ont été obtenues de la part de la société fusionnante concernée;

4. avant de prendre sa décision, le tribunal peut permettre aux sociétés fusionnantes de fournir les garanties précisées par le tribunal endéans le délai fixé par celui-ci.

Les créanciers de SUAM Mexico peuvent obtenir à titre gratuit des informations relatives à leurs droits tels que fixés ci-dessus à l'adresse de SUAM Mexico: Herikerbergweg 238 Luna ArenA, 1101 CM Amsterdam Zuidoost, Pays-Bas.

Référence de publication: 2014200359/941.

(140223950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Global Fuel Solution, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 67, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 192.471.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth day of November.

Before Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven.

THERE APPEARED:

1. Miss Ulla JUUL-HANSEN, Retired, born on the 25th October 1946 in Gentofte (Denmark), residing at L-1134 Luxembourg, 22, Charles Arendt;

2. Mr Antonijo LICITAR, Inventor, born on the 12th November 1971 in Zagreb, residing at 51000 Rijeka, Mestrovicca 10 (Croatia);

3. Mr Per BJOERNHOLT, Engineer, born on the 10th April 1952 in Silkeborg (Denmark), residing at L-1741 Luxembourg, 67, rue de Hollerich;

The appearing parties, prenamed under 1° and 2°, are hereby represented by Mr Per BJOERNHOLT, prenamed under 3°, by virtue of two proxies given under private seal, which proxies shall be signed „ne varietur“ by the proxyholder and the undersigned notary and shall be attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a limited company which they form between themselves:

Title I. - Name - Registered office - Purpose - Duration

Art. 1. There is hereby established a limited liability company which will be governed by the laws in effect and especially by those of August 10, 1915 referring to commercial companies, as amended from time to time, September 18, 1933 on limited liability companies, as amended and December 28, 1992 on single member limited liability companies (hereafter the “Law”) as well as by the present articles (hereafter the “Articles”).

Art. 2. The name of the company is “GLOBAL FUEL SOLUTION”.

Art. 3. The registered office of the company is established in the municipality of Luxembourg. It can be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of its participants deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company, which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 4. The company may create, acquire, manage, renew, grant (in particular under the form of licence) and cease intellectual property rights, as patents, trademarks, design, models, copyright related to software and domain names.

In general, it may carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. The company is established for an unlimited term.

Art. 6. The bankruptcy, insolvency or the failure of one of the participants will not put an end to the company.

Title II. - Capital - Parts

Art. 7. The capital of the company is fixed at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (EUR 12,500.-) divided into ONE HUNDRED (100) parts of ONE HUNDRED TWENTY FIVE (EUR 125,-) each.

Art. 8. Parts can be freely transferred by the sole participant, if there is only one participant.

In case there is more than one participant, parts are freely transferable among participants. Transfer of parts inter vivos to non-participants may only be made with the prior approval given in general meeting of participants representing at least three quarters (3/4) of the share capital of the company.

For all other matters, reference is being made to Articles 189 and 190 of the Law.

Art. 9. The heirs, representatives or entitled persons of a participant and creditors of a participant cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights they have to refer to the financial statements and to the decisions of the general meetings.

Title III. - Management

Art. 10. The company is managed by one or more managers appointed by the participants for an undetermined term. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) may be revoked ad nutum.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers is invested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for the accomplishment of the corporate purpose of the company, except those expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of participants.

Any litigation involving the company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the company by the manager, or in case of plurality of managers, by the board of managers represented by the manager delegated for this purpose.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

In case of plurality of managers, the board of managers may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy.

The resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the votes of the managers present either in person or by proxy.

All meetings of the board of managers shall be held in Luxembourg.

Resolutions signed by all members of the board of managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or similar communication.

In addition, any member of the board of managers who participates in the proceedings of a meeting of the board of managers by means of a communication device (including a telephone), which allows all the other members of the board of managers present at such meeting (whether in person or by proxy or by means of such type of communications device) to hear and to be heard by the other members at any time, shall be deemed to be present at such meeting and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting.

If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg if the call is initiated from Luxembourg.

Title IV. - General meeting of participants

Art. 11. The sole participant shall exercise all the powers vested with the general meeting of the participants under section XII of the law of August 10th, 1915.

All decisions exceeding the powers of the manager(s) shall be taken by the sole participant. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded in minutes, kept in a special register.

In case there is more than one participant, decisions of participants shall be taken in a general meeting or by written consultation at the instigation of the management. Resolutions shall be validly adopted by the participants representing more than sixty per cent (60%) of the capital.

However, resolutions to alter the Articles of the company may only be adopted by a quorum of at least sixty per cent (60%) of the existing participants and the affirmative vote of at least three quarters (3/4) of the company's votes present or represented at the general meeting amending the Articles, further subject to the provisions of the Law.

All general meetings of participants shall take place in Luxembourg.

Each part carries one vote at all meetings of participants.

Any participant may, by a written proxy, authorize any other person, who need not be a participant, to represent him at a general meeting of participants and to vote in his name and stead.

Title V. - Financial year - Profits - Reserves

Art. 12. The financial year of the company starts on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 13. Each year on the last day of December an inventory of the assets and the liabilities of the company as well as a balance sheet and a profit and loss account shall be drawn up.

The revenues of the company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations, the provisions and taxes constitute the net profit.

Five per cent (5%) of this net profit shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The remainder of the net profit is at the disposal of the general meeting of participants.

Title VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 14. In case of dissolution of the company the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not be participants, designated by the meeting of participants at the majority defined by Article 142 of the Law of August 10th, 1915, as amended. The liquidator(s) shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

The surplus after payment of all charges, debts, expenses which are a result of liquidation, will be used to reimburse the contribution made by the participants on the parts of the company.

The final surplus will be distributed to the participants in proportion to their respective participation in the company.

Title VII. - Varia

Art. 15. The parties refer to the existing Law and regulations for all matters not mentioned in the present Articles.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the formation of the company and shall end on the 31st December 2015.

Subscription

The Articles having thus been established, the appearing party declares to subscribe to the entire capital as follows:

1. Miss Ulla JUUL-HANSEN, prenamed Thirty nine	39 parts
2. Mr Antonijo LICITAR, prenamed Forty-one	41 parts
3. Mr Per BJOERNHOLT, prenamed Twenty	20 parts
TOTAL: one hundred	100 parts

The parts have been fully paid up to the amount of ONE HUNDRED TWENTY FIVE (EUR 125,-) per part by a contribution in cash of TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (EUR 12,500.-).

As a result, the amount of TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (EUR 12,500.-) is as of now at the disposal of the company as has been certified to the notary executing this deed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of its organization, are estimated at approximately one thousand euro (EUR 1,000.-).

Extraordinary general meeting

After the Articles have thus been drawn up, the above named participant have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, they passed the following resolutions:

- 1) 1.- The company's address is fixed at L-1741 Luxembourg, 67, rue de Hollerich.

Have been elected manager (gérant) of the company for an undetermined term:

- Mr Jens Juul-Hansen, Director, born on the 10th July 1944 in Arhus (Denmark), residing at L-1134 Luxembourg 22, rue Charles Arendt (Luxembourg);
- Mr Antonijo LICITAR, prenamed
- Mr Per BJOERNHOLT, prenamed

The company shall be bound by the signature of two managers.

Power of attorney

The appearing party grants power to every employee of the office of the undersigned notary, to let draw up and sign all eventual rectifying deed of the present deed.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English followed by a German version, on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and German text, the English version shall prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Senningerberg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the undersigned notary by name, Christian name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with the notary, the present deed.

Follows the german version

Im Jahre zweitausendvierzehn, den vierundzwanzigsten Tag im Monat November.

Vor Maître Paul BETTINGEN Notar, mit Amtssitz in Niederanven,

SIND ERSCHIENEN:

1. Miss Ulla JUUL-HANSEN, Rentnerin, geboren am 25 October 1946 in Gentoftø (Denmark), wohnhaft in L-1134 Luxembourg, 22, Charles Arendt;
2. Mr Antonijo LICITAR, Inventor, geboren am 12 November 1971 in Zagreb, wohnhaft in 51000 Rijeka, Mestrovicca 10 (Kroatien);
3. Mr Per BJOERNHOLT, Engineer, geboren am 10 April 1952 in Silkeborg (Denmark), wohnhaft in L-1741 Luxembourg, 67, rue de Hollerich;

Der Erschienene vorbenannt unter 1^o und 2^o werden hier durch Herrn Per BJOERNHOLT, vorbenannt unter 3^o, vertreten, aufgrund zwei privatschriftlichen Vollmachten, welche nachdem sie durch den Vertreter und den unterzeichnenden Notar "ne varietur" gezeichnet wurden, mit dieser Urkunde verbunden bleiben soll, um zusammen registriert zu werden.

Die oben benannten Parteien, vertreten wie vorerwähnt, erklären ihre Absicht, mit dieser Urkunde eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu gründen und die folgende Satzung aufzuzeichnen:

Titel I. - Firma - Sitz - Zweck - Dauer

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche den bestehenden luxemburgischen Gesetzen und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und dessen Abänderungen, dem Gesetz vom 18. September 1933 über Gesellschaften mit beschränkter Haftung, wie abgeändert, und dem Gesetz vom 28. Dezember 1992 über die Ein-Gesellschafter Gesellschaft mit beschränkter Haftung (hiernach die "Gesetze") und der hiernach folgenden Satzung (die "Satzung") unterliegt.

Art. 2. Die Gesellschaft führt die Firma "GLOBAL FUEL SOLUTION".

Art. 3. Der Gesellschaftssitz ist in der Gemeinde Luxembourg. Er kann auf Grund eines Beschlusses der Gesellschafter, welcher nach den gesetzlichen Regelungen, die für eine Satzungsänderung maßgeblich sind, ergeht, an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Im Falle außergewöhnlicher politischer oder wirtschaftlicher Ereignisse, welche auftreten oder sich dringlich ergeben und die normale Aktivität oder Kommunikation am Gesellschaftssitz mit dem Ausland erschweren, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden bis diese Ereignisse oder Umstände nicht mehr vorhanden sind.

Eine solche Entscheidung hat keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft. Die Entscheidung wird durch das Organ der Gesellschaft an Drittparteien bekannt gemacht, welches am besten dafür in der Lage ist.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist die Schaffung, Ankauf, Mangement, Erneuerung, Gewähren (hauptsächlich in der Form von Lizenzen) sowie der Verkauf von Intellektuellem Eigentum, als da wären Patente, Warenzeichen, Design, Modellen und copyright auf Software sowie Domain Namen.

Im Allgemeinen kann die Gesellschaft jede Art finanzieller, beweglicher und unbeweglicher, kommerzieller und industrieller Operationen tätigen, welche sie zur Verwirklichung und Förderung ihres Zweckes für notwendig erachtet.

Art. 5. Die Gesellschaft ist auf unbeschränkte Dauer gegründet.

Art. 6. Die Gesellschaft wird nicht durch Insolvenz, Zahlungsunfähigkeit oder Verlust der Geschäftsfähigkeit eines Gesellschafters aufgelöst.

Titel II. - Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 7. Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLFTAUSEND FÜNFHUNDERT EURO (EUR 12.500,-), eingeteilt in EINHUNDERT (100) Anteile von je EINHUNDERT FUENFUNDZWANZIG EURO (EUR 125,-).

Art. 8. Die Anteile können, wenn es nur einen Gesellschafter gibt, vom alleinigen Gesellschafter ohne Beschränkungen übertragen werden.

Im Falle, dass es mehrere Gesellschafter gibt, sind die Anteile unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Eine Übertragung von Anteilen inter vivos an Nichtgesellschafter kann nur nach Zustimmung von Gesellschaftern, welche mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten, erfolgen.

Für alle anderen Angelegenheiten wird auf die Artikel 189 und 190 des luxemburgischen Gesetzes über die Handelsgesellschaften verwiesen.

Art. 9. Ein Gesellschafter, seine Erben, Vertreter, Berechtigten oder Gläubiger können weder einen Antrag auf Siegelanlegung an den Gütern und Werten der Gesellschaft stellen, noch in irgendeiner Form den normalen Geschäftsgang der Gesellschaft beeinträchtigen.

Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich auf die Bilanzen und die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung beziehen.

Titel III. - Geschäftsführung

Art. 10. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern, welche von den Gesellschaftern für eine unbestimmte Dauer gewählt werden, verwaltet. Sofern mehrere Geschäftsführer gewählt sind, bilden sie einen Vorstand. Die Geschäftsführer können ohne Angabe von Gründen, ad nutum, abgewählt werden.

Der Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand ist mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um alle Handlungen zur Verwaltung und Geschäftstätigkeit der Gesellschaft im Einklang mit dem Gesellschaftszweck durchführen zu können, wobei ihm alle Befugnisse zustehen, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Gesellschafterversammlung zugeschrieben werden.

Sollte die Gesellschaft als Klägerin oder Beklagte in einem Rechtsstreit auftreten, vertritt der Geschäftsführer, oder im Falle des Vorstands der vom Vorstand dafür autorisierte Geschäftsführer, die Gesellschaft in ihrem eigenen Namen.

Der Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand kann seine Zuständigkeiten für spezielle Aufgaben an Unterbevollmächtigte oder an einen oder mehrere ad hoc Vertreter delegieren.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer kann der Vorstand nur wirksam entscheiden, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse des Vorstandes benötigen eine Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer.

Alle Treffen des Vorstands finden in Luxemburg statt.

Beschlüsse, welche von allen Mitgliedern des Vorstandes unterzeichnet sind, gelten als genauso wirksam angenommen, als wenn diese Beschlüsse bei einer korrekt einberufenen und abgehaltenen Vorstandssitzung getroffen worden wären. Die Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren identischen Kopien erscheinen und sie können durch Brief, Telefax oder ähnliche Kommunikation nachgewiesen werden.

Außerdem soll jedes Vorstandsmitglied - welches an einer Vorstandssitzung im Wege einer Kommunikationshilfe (einschließlich Telefon) teilnimmt, welche es den (selbst, durch Vollmacht oder ebenfalls durch eine Kommunikationshilfe) anwesenden Vorstandsmitgliedern erlaubt, das andere Vorstandsmitglied jederzeit während der Sitzung zu hören und selbst gehört zu werden - als für diese Vorstandssitzung anwesend gelten und soll bei der Aufstellung des Quorums und mit seiner Stimme bei Abstimmungen während einer solchen Sitzung berücksichtigt werden.

Sollte ein Beschluss im Wege einer Telefonkonferenz gefasst werden, so soll der Beschluss als in Luxemburg gefasst gelten, sofern die Telefonkonferenz von Luxemburg aus initiiert wurde.

Titel IV. - Gesellschafterversammlung

Art. 11. Der einzige Gesellschafter ist mit allen Zuständigkeiten ausgestattet, die der Gesellschafterversammlung nach Abschnitt XII des Gesetzes vom 10. August 1915 eingeräumt werden.

Alle Entscheidungen, welche nicht in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers oder des Vorstands fallen, können vom Gesellschafter getroffen werden. Jede solche Entscheidung muss schriftlich verfasst, in einem Protokoll festgehalten und in einem speziellen Register registriert werden.

Sollte mehr als ein Gesellschafter existieren, so werden die Beschlüsse der Gesellschafter in der Gesellschafterversammlung gefasst oder durch schriftliche Beratung auf Initiative der Geschäftsführung. Beschlüsse gelten nur als angenommen, wenn Gesellschafter, welche mehr als sechzig Prozent (60%) des Kapitals vertreten, zugestimmt haben.

Beschlüsse zur Abänderung dieser Satzung nur wirksam gefasst werden, wenn ein solcher Beschluss von drei Viertel (3/4) der anwesenden oder vertretenen Stimmrechte gefasst wird, wobei mindestens sechzig Prozent (60%) des exist-

tierenden Gesellschaftskapitals bei der Generalversammlung anwesend sein muss, ergänzt durch die Vorschriften des Gesetzes.

Alle Gesellschafterversammlungen finden in Luxemburg statt.

Jeder Gesellschaftsanteil beinhaltet das Recht zur Abgabe einer Stimme auf jeder Gesellschafterversammlung.

Jeder Gesellschafter kann im Wege einer schriftlichen Vollmacht eine andere Person, die kein Gesellschafter sein muss, autorisieren, ihn auf einer Gesellschafterversammlung zu vertreten und in seinem Namen und auf seine Rechnung abzustimmen.

Titel IV. - Geschäftsjahr - Gewinn - Reserven

Art. 12. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines Jahres und endet am letzten Dezembertag desselben Jahres.

Art. 13. Jedes Jahr, am letzten Tag des Monats Dezember, werden ein Inventar der Aktiva und Verpflichtungen der Gesellschaft, sowie eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung erstellt.

Das Einkommen der Gesellschaft, nach Abzug der generellen Ausgaben und der Unkosten, der Abschreibungen und der Provisionen, stellt den Nettogewinn dar.

Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden dem gesetzlichen Reservefonds zugeführt; dieser Abzug ist solange obligatorisch, bis der Reservefonds zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals umfasst. Der Abzug muss allerdings wieder bis zur vollständigen Herstellung des Reservefonds aufgenommen werden, wenn der Fond, zu welchem Zeitpunkt und aus welchem Grund auch immer, vermindert wurde.

Der verbleibende Betrag des Nettogewinns steht der Gesellschafterversammlung der Gesellschafter zur Verfügung.

Titel VI. - Liquidation - Auflösung

Art. 14. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, welche keine Gesellschafter sein müssen und welche von der Gesellschafterversammlung, mit der in Artikel 142 des Gesetzes vom 10. August 1915 und seinen Abänderungsgesetzen bestimmten Mehrheit, ernannt werden. Der (die) Liquidator(en) verfüg(en) über die weitestgehenden Befugnisse zur Realisierung des existierenden Vermögens und Begleichung der Verpflichtungen.

Der nach der Begleichung aller Kosten, Schulden und Ausgaben, welche aufgrund der Liquidation entstehen, zur Verfügung stehende Betrag soll verwendet werden, um die von den Gesellschaftern auf Gesellschaftsanteile eingezahlten Beträge zurückzuzahlen.

Der danach noch bestehende Restbetrag wird an die Gesellschafter im Verhältnis ihrer Gesellschaftsbeteiligung ausgezahlt.

Titel VII. - Verschiedenes

Art. 15. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Parteien auf die bestehenden gesetzlichen Bestimmungen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung

Nachdem diese Satzung wie oben stehend verfasst wurde, erklärt die erschienene Partei, wie folgt Anteile der Gesellschaft zu zeichnen:

1. Frau Ulla JUUL-HANSEN, vorbenannt Neununddreissig	39 Anteile
2. Herr Antonijo LICITAR, vorbenannt Einundvierzig	41 Anteile
3. Herr Per BJOERNHOLT, vorbenannt Zwanzig	<u>20 Anteile</u>
GESAMT: Einhundert	100 Anteile

Die Anteile wurden vollständig bis zu einem Betrag von EINHUNDERT FUENFUNDZWANZIG EURO (EUR 125,-) je Anteil durch Barzahlung in Höhe von ZWÖLFTAUSENDFÜNFHUNDERT EURO (EUR 12.500,-) eingezahlt.

Als Ergebnis steht ab dem jetzigen Zeitpunkt der Gesellschaft der Betrag von ZWÖLFTAUSENDFÜNFHUNDERT EURO (EUR 12.500,-) zur Verfügung, was von dem Notar, welcher diese Urkunde unterzeichnet, bestätigt wird.

Kosten

Die aufgrund dieser Gründung angefallenen Ausgaben, Kosten, Entschädigungen oder Gebühren jeglicher Form, welche durch die Gesellschaft zu begleichen sind, werden auf ungefähr eintausend (EUR 1.000,-) geschätzt.

Außerordentliche Gesellschafterversammlung

Nachdem diese Satzung soeben verabschiedet wurde, entscheiden die oben erwähnten Gesellschafter, eine Gesellschafterversammlung abzuhalten. Nachdem festgestellt wurde, dass die Gesellschafterversammlung wirksam konstituiert wurde, haben diese die folgenden Beschlüsse gefasst:

- 1) Der Sitz der Gesellschaft ist in L-1741 Luxembourg, 67, rue de Hollerich
- 2) Als Geschäftsführer (gérant) der Gesellschaft für eine unbestimmte Dauer werden folgende Personen ernannt:
 - Herr Jens Juul-Hansen, Direktor, geboren am 10th July 1944 in Arhus (Denmark), wohnt in L-1134 Luxembourg 22, rue Charles Arendt (Luxembourg);
 - Mr Antonijo LICITAR, vorbenannt
 - Mr Per BJOERNHOLT, vorbenannt

Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern rechtswirksam verpflichtet.

Bevollmächtigung

Die Erschienenen, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilen hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, bestätigt hiermit, dass auf Anweisung der oben erschienen Partei die vorliegende Satzung in englischer Sprache gefolgt von einer deutschen Version verfasst ist, und dass auf Hinweis derselben erschienen Partei im Falle von inhaltlichen Unterschieden zwischen den sprachlichen Versionen, die englische Version massgebend sein soll.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Senningerberg, Datum wie am Anfang dieser Urkunde erwähnt.

Nachdem diese Urkunde der anwesenden Personen, welche dem unterzeichneten Notar durch Name, Nachname, Familienstand und Anschrift bekannt sind, vorgelesen wurde, haben die anwesenden Personen zusammen mit dem Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: Per Bjoernholt, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 24 novembre 2014. LAC / 2014 / 55392. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 4. Dezember 2014.

Référence de publication: 2014195037/322.

(140218087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Prev Air Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3739 Rumelange, 29, rue des Martyrs.

R.C.S. Luxembourg B 107.756.

L'an deux mille quatorze, le quatre décembre.

Par devant Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «PREV AIR SERVICES S.A.», avec siège social à L-3391 Peppange, 1, rue de l'Eglise, constituée suivant acte reçu par le notaire Jacques DELVAUX, alors de résidence à Luxembourg, en date du 2 mai 2005, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 923 du 21 septembre 2005, inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 107.756,

L'assemblée est ouverte à 10.50 heures, présidée par Monsieur Didier KAZENAS, demeurant professionnellement à Rumelange, qui assure également la fonction de scrutateur;

Qui désigne comme secrétaire Madame Monique GOLDENBERG, employée, demeurant à Steinfort.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour:

Ordre du jour

1. Transfert du siège social de la société et la modification afférente de l'article 2 - alinéa 1^{er} ;

2. Divers.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Résolution unique

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de Peppange à L-3739 Rumelange, 29, rue des Martyrs. Par conséquent, l'article 2 - alinéa 1 des statuts aura la teneur suivante:

« **Art. 2. (alinéa 1).** Le siège social de la société est établi à Rumelange.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 11.00 heures.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 900.-EUR

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire.

Signé: D. Kazenas, M. Goldenberg, Anja Holtz.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 4 décembre 2014 - EAC/2014/16562 - Reçu soixante-quinze euros = 75 €.-.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux parties pour servir à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 8 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195387/53.

(140217900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Private Equity Co-Investment Partners Offshore Advisors, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 192.452.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-first day of November.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned,

THERE APPEARED:

GSAM GEN-PAR, L.L.C., a limited liability company formed and existing under the laws of Delaware, registered with the Secretary State of Delaware under number 1230478, having its registered office at 1209, Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801,

represented by Mrs. Virginie PIERRU, notary clerk, residing at 12, rue Jean Engling L-1466 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed "ne varietur" by the appearing parties and the undersigned notary shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a société à responsabilité limitée, which it declares to form:

Title I. - Object- Denomination - Registered office Duration

Art. 1. There is hereby formed a société à responsabilité limitée governed by laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time, as well as the present articles of incorporation.

Art. 2. The denomination of the company is "Private Equity Co-Investment Partners Offshore Advisors".

Art. 3. The registered office of the company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company, which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 4. The purpose of the company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

The company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the company.

The company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

The company may also act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entity.

The company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

The company shall not be acting as an alternative investment fund as defined in the law of 12 July 2013 on Alternative Investment Fund Managers and shall not carry out any other activity which would be subject to supervision by the Commission de Surveillance du Secteur Financier. In particular, the Company will not (directly or indirectly) actively market its shares or other securities to investors.

Art. 5. The company is formed for an unlimited period of time.

It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Title II. - Capital - Shares

Art. 6. The capital is fixed at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) represented by one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01.-) each.

Art. 7. Every share entitles its owner to one vote.

Shares are freely transferable among shareholders. Transfer of shares inter vivos to non-shareholders may only be made with the prior approval of shareholders representing three quarters of the corporate capital.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies.

The shares are indivisible with regard to the company, which admits only one owner for each of them.

Shares in the company shall not be redeemable at the request of a shareholder.

The company, however, may redeem its shares whenever the Board of Managers considers this to be in the best interest of the company, subject to the terms and conditions it shall determine and within the limitations set forth by these articles and by law.

Unless the share redemption is immediately followed by a share capital reduction, any such redemption shall only be made out of the company's retained profits and non-compulsory reserves, including any paid-in surplus but excluding any reserve required by Luxembourg law. The redemption price shall be determined by the Board of Managers.

Art. 8. The life of the company does not terminate by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 9. A shareholder as well as the heirs and representatives or entitled persons and creditors of a shareholder cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights they have to refer to financial statements and to the decisions of the general meetings.

Title III. - Management

Art. 10. The company is managed by one or several managers (the "Managers"), who need not be shareholders.

In case of plurality of Managers, the Managers shall form a board of Managers being the corporate body in charge of the Company's management and representation. To the extent applicable and where the term "sole Manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of Managers" used in these articles of association shall be read as a reference to the "sole Manager".

The Board of Managers elects among its members a chairman (the "Chairman"), who will chair the meeting. The Chairman shall have a casting vote, which he/she may exercise (in addition to his or her normal vote as a member of the board of managers) in case of a dead lock.

The Managers will be appointed by the general meeting of shareholders with or without limitation of their period of office.

The general meeting of shareholders has the power to remove the Managers and the Chairman at any time without giving reasons.

Any Manager shall be entitled to appoint another Manager as his proxy (by notice in writing to the Board prior to the applicable meeting of the board of Managers) who will be entitled in the absence of his appointor to do all the things which his appointor is authorised or empowered to do and with the same number of votes as his appointor. A Manager who is also a proxyholder shall be entitled, in the absence of his appointor (1) to a separate vote(s) on behalf of his appointor in addition to his own vote(s) and (2) to be counted as part of the quorum of the board of Managers on his own account and in respect of the Manager for whom he is the proxy. To the extent permitted under applicable law, any Manager may represent one or more Manager as their proxy.

Members of the board of Managers may participate in and hold a meeting using a conference telephone or similar communications equipment by means of which all persons participating in the meeting can hear each other, shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting.

The Board of Managers convenes upon call by the chairman, or any third party delegated by him or by any Manager, as often as the interest of the company so requires.

The Board of Managers can validly deliberate and act only if the majority of Managers is present or represented.

Resolutions shall be passed with the favourable vote of the majority of Managers present or represented. In case of a deadlock, the Chairman shall have a casting vote.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the Chairman, if any or in his absence by the Chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) Managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) Managers.

Decisions of the sole Manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole Manager.

Circular resolutions signed by all members of the Board of Managers will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

Art. 11. The Board of Managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

The Board of Managers may decide to pay interim dividends, provided that prior to such decision, the Board of Managers shall be in possession of interim accounts of the company, which provide evidence that sufficient funds are available to pay such interim dividend.

In the event of a vacancy on the Board of Managers, the remaining Managers have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

The powers and remunerations of any Managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first Managers will be determined in the act of nomination.

Art. 12. The Board of Managers may delegate its powers to conduct the daily management of the company to one or more Managers, who will be called Managing Director(s).

The Board of Managers may also delegate the power of company's representation to one or several Managers or to any other person, shareholder or not, who will represent individually or jointly the company for specific transactions as determined by the Board of Managers.

Any Manager, appointed as described in the previous paragraph, may issue a power of attorney, by his or her sole signature, as required, in order to give a special power to an attorney (ad hoc agent) to represent individually the Company for specific purposes as determined in the special power of attorney.

Art. 13. The Company is bound by the sole signature of any one (1) Manager for decisions having a value of an amount of up to ten thousand Euros (EUR 10,000.-).

For decisions having a value of an amount over ten thousand Euros (EUR 10,000.-), the company is bound by the joint signature of at least two (2) Managers.

Art. 14. Any Manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the company. As a proxy holder he is only responsible for the execution of his mandate.

Title IV. - General meeting of the shareholders

Art. 15. Unless resolutions are taken in accordance with the paragraphs below, resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders.

Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder shall exercise all powers vested with the general meeting of shareholders under section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended; the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

All decisions exceeding the powers of the Board of Managers shall be taken by the general meeting of the shareholders or, as the case may be, by the sole shareholder. Any such decisions shall be adopted at a general meeting of shareholders or recorded in writing, as the case may be and shall be recorded on a special register.

In case there are more than one but less than twenty-five shareholders, decisions of shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the initiative of the Board of Managers. No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

General meetings of shareholders shall be held in Luxembourg. Attendance by virtue of proxy is possible.

Title V. - Financial year - Profits-reserves

Art. 16. The company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Art. 17. Each year, as of 31 December, the Board of Managers will draw up the balance sheet, which will contain a record of the assets of the company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all the commitments and debts of the Managers to the company.

At the same time, the Board of Managers will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 18. Each shareholder may inspect at the registered office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account during the fortnight preceding the annual general meeting.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the company.

Each year, five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the capital but must be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, any time and for any reason whatever, it has been touched. The balance is at the disposal of the general meeting of shareholders.

Art. 20. In the event of a dissolution of the company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not to be shareholders, designated by the meeting of shareholders at the majority defined by article 142 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

The liquidator(s) shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the debts.

Art. 21. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the Luxembourg laws, and any other agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provision

The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the December 31st, 2015.

Subscription and payment

The Articles thus having been established, the one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares have been subscribed by the sole shareholder "GSAM GEN-PAR, L.L.C.", predesignated, and fully paid-up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is from this day on at the free disposal of the Company, as has been evidenced to the enacting notary, which expressly states this.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately nine hundred Euro (EUR 900.-).

Resolutions of the sole shareholder:

Immediately after the incorporation of the company, the sole shareholder, represented as aforesaid and representing the entire share capital, took the following resolutions:

1. The number of Managers is fixed at four (4).
2. The following persons are appointed as Managers for an indefinite period with effect as of the date hereof:
 - Mrs. Marielle STIJGER, born on 10 December 1969 in Capelle aan den IJssel, the Netherlands with professional address at 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg;
 - M. Dominique LE GAL, born on December 9, 1971 in Savigny-Sur-Orge, France, with professional address at 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg;
 - M. John LANZA, born on 24 June 1970 in New York, State of New York, USA, with professional address at 200 West Street, New York, NY 10282, USA;
 - M. Theodore SOTIR, born on 11 January 1958 in Texas, State of Texas, USA, with professional address at 120 Fleet Street, London, EC4A 2BB, England, UK;
3. The Company shall have its registered office at 2, Rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The deed having been read to the representative of the appearing party, known to the notary by their surname, given name, civil status and residence, the said representative signed together with the notary the present deed.

Follows the french version:

L'an deux mille quatorze, le vingt-et-un novembre,

Par devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné,

A COMPARU:

GSAM GEN-PAR, L.L.C., une limited liability company constituée et opérant sous le droit du Delaware, immatriculée auprès du Secretary of State of Delaware sous le numéro 1230478 ayant son siège social au 1209, Orange Street, Wilmington, New Castle County, Delaware 19801,

représentée par Mme Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant au 12, rue Jean Engling L-1466 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, signée «ne varietur» par les parties comparantes et le notaire soussigné resteront annexées au présent acte dans le but d'être enregistrées.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré vouloir constituer par le présent acte une société à responsabilité limitée et a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts:

Titre I^{er} . - Objet - Dénomination - Siège social - Durée

Art. 1^{er} . Il est formé par le présent acte une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, par celle du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La dénomination de la société est «Private Equity Co-Investment Partners Offshore Advisors».

Art. 3. Le siège de la société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

Art. 4. La société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

La société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

La société a également la possibilité d'agir en tant qu'associé ou actionnaire à responsabilité illimitée ou limitée pour les dettes et les obligations de n'importe quelle entité luxembourgeoise ou étrangère.

La société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

La société ne peut agir comme un fonds d'investissement alternatif tel que défini par la loi du 12 juillet 2013 relative aux Gestionnaires de Fonds d'Investissement Alternatifs et ne peut exercer aucune activité qui serait soumise au contrôle de la Commission de Surveillance du Secteur Financier. La Société ne peut notamment pas commercialiser activement (directement ou indirectement) ses parts sociales ou autres valeurs mobilières auprès d'investisseurs.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Titre II. - Capital - Parts

Art. 6. Le capital social de la société est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) divisé en un million deux cents cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un cent Euro (EUR 0,01) chacune.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les cessions de parts sociales entre vifs à des tiers non associés ne peut être effectuées que moyennant l'agrément préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est fait renvoi aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui n'admet qu'un seul titulaire à son égard pour chaque part.

Les parts sociales ne sont pas remboursables à la demande des associés.

La société peut, toutefois, lorsque le Conseil de Gérance considère que cela est dans l'intérêt de la société, aux conditions et aux termes prévus par la loi et les statuts, racheter ses propres parts.

À moins que le rachat des parts soit immédiatement suivi par une réduction de capital, tout remboursement ne pourra être effectué qu'au moyen des bénéfices non distribués de la société et des réserves disponibles, en ce compris les réserves excédentaires, mais excluant les réserves légales prévues par la loi luxembourgeoise. Le prix de rachat sera déterminé par le Conseil de Gérance.

Art. 8. La faillite, l'insolvabilité, le décès ou l'incapacité d'un associé ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. Un associé ainsi que les héritiers et représentants ou ayants droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III. - Administration

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants (les «Gérants»), associés ou non.

En cas de pluralité de Gérants, les Gérants constituent un conseil de gérance, étant l'organe chargé de la gérance et de la représentation de la société. Dans la mesure où le terme «Gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence au «Conseil de Gérance» utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence au «Gérant unique».

Le Conseil de Gérance désigne parmi ses membres un président (the «Président») qui préside le Conseil de Gérance. The Président aura une voix prépondérante qu'il/elle peut exercer (en addition à son vote normal en tant que membre du Conseil de Gérance) en cas d'impasse.

Les Gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, pour une durée limitée ou sans limitation de durée.

Chaque Gérant peut désigner un autre Gérant en tant que représentant (par notice écrite préalablement adressée au Conseil de Gérance avant la réunion du Conseil de Gérance en question) qui pourra, en l'absence de son mandant, faire toute chose que son mandant est autorisé ou habilité à faire et ce avec le même nombre de voix que son mandant. Un Gérant qui est également un représentant peut, en l'absence de son mandant, (1) séparer le(s) vote(s) donné(s) au nom de son mandant de son/ses vote(s) et (2) être comptabilisé, en son nom et au nom de son mandant, dans le quorum du

Conseil de Gérance. Dans la limite permise par la loi applicable, chaque Gérant peut représenter un ou plusieurs Gérants en tant que représentant.

Les Gérants du Conseil de Gérance peuvent tenir et participer à une réunion par voie de conférence téléphonique ou tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler et sera considéré comme étant présent en personne à cette réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à cette réunion.

Le Conseil de Gérance se réunit sur la convocation du président, ou tout tiers délégué par lui ou par n'importe lequel de ses Gérants, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et agir que si une majorité de Gérants sont présents ou représentés.

Les résolutions seront adoptées si elles ont été prises à la majorité des votes des membres présents soit en personne soit par mandataire à telle réunion. En cas d'impasse, le Président aura voix prépondérante.

Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant, ou par deux (2) gérants. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président ou par deux (2) gérants.

Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

Les résolutions circulaires signées par tous les membres du Conseil de Gérance seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion valablement convoquée avait été tenue. Ces signatures pourront être apposées sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique.

Les résolutions du Conseil de Gérance seront enregistrées sur un procès-verbal signé par tous les membres qui ont participé à la réunion.

Des copies ou extraits de ce procès-verbal à produire lors d'une procédure judiciaire ou ailleurs seront valablement signés par le Président de la réunion ou par deux Gérants.

Art. 11. Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Il est autorisé à décider de verser des acomptes sur dividendes à condition qu'avant toute distribution, le Conseil de Gérance soit en possession de comptes intermédiaires de la société fournissant la preuve de l'existence de fonds suffisants à la distribution de ces acomptes sur dividendes.

En cas de vacance d'une place au Conseil de Gérance, les Gérants restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Les pouvoirs et rémunérations des Gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers Gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 12. Le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs Gérants qui prendront la dénomination de Gérants délégués.

Le Conseil de Gérance peut également déléguer le pouvoir de représentation de la société à un ou plusieurs Gérants ou à toute autre personne, associé ou non, qui représentera la société individuellement ou conjointement pour des transactions spécifiques tel que déterminé par le Conseil de Gérance.

Tout Gérant, tel que désigné comme décrit dans le paragraphe précédent, peut donner pouvoir spécial, par sa seule signature, à toute autre personne susceptible d'agir seule comme mandataire ad hoc de la société pour certaines tâches telles que définies dans le pouvoir spécial.

Art. 13. La société est engagée par la seule signature d'un (1) Gérant pour toute décision ayant une valeur jusqu'à un montant de dix mille Euros (EUR 10.000.-).

Concernant les décisions ayant une valeur supérieure à dix mille Euros (EUR 10.000.-), la société est engagée par les signatures conjointes d'au moins deux (2) Gérants.

Art. 14. Le ou les Gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. En tant que simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

Art. 15. L'associé unique exercera tous les droits incombant à l'assemblée générale des associés en vertu de la section XII de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Toutes les décisions excédant le pouvoir du Conseil de Gérance seront prises par l'associé unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique seront écrites et doivent être consignées sur un registre spécial.

S'il y a plus d'un, mais moins de vingt-cinq associés, les décisions des associés seront prises par l'assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative de la gérance. Aucune décision n'est valablement prise qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié (50%) du capital social.

Les assemblées générales des associés se tiendront au Luxembourg. La représentation au moyen de procuration est admise.

Titre V. - Année comptable - Profits - Réserves

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 17. Chaque année au 31 décembre, la gérance établit un état financier qui contiendra un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un compte de pertes et profits, accompagné d'une annexe contenant un résumé de tous les engagements et dettes contractés par le Conseil de Gérance.

En même temps, le Conseil de Gérance dressera un compte de pertes et profits, qui sera soumis à l'assemblée générale des associés en même temps que l'inventaire.

Art. 18. Chaque associé aura le droit de consulter l'inventaire au siège social, ainsi que le compte de pertes et profits, pendant la quinzaine précédant l'assemblée générale annuelle.

Art. 19. Le solde positif du compte de pertes et profits, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. L'excédent est à la libre disposition des associés.

Art. 20. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, à désigner par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les parties se rapportent aux dispositions légales applicables.

Dispositions transitoires:

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription et libération:

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les un million deux cents cinquante mille (1.250.000) parts sociales ont été souscrites par la comparante GSAM GEN-PAR, L.L.C., prénommée et représentée comme ci-avant, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.-EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été évident au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à neuf cents euros (900,- EUR).

Résolutions de l'associée unique:

Après que les statuts aient été rédigés, l'associée unique, représentée comme ci-avant et représentant l'intégralité du capital social, a immédiatement tenu une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de Gérants est fixé à trois (4).

2. Les personnes suivantes sont nommées Gérant pour une durée indéterminée et avec effet à compter de la date des présentes:

- Mme Marielle STIJGER, née le 10 décembre 1969 à Capelle aan den IJssel, Pays-Bas, résidant professionnellement au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg;

- M. Dominique LE GAL, né le 9 décembre, 1971 à Savigny-Sur-Orge, France, résidant professionnellement au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg;

- M. John LANZA, né le 24 juin 1970 à New York, State of New York, USA, résidant professionnellement au 200 West Street, New York, NY 10282, USA;

- M. Ted SOTIR, né le 11 janvier 1958 à Texas, State of Texas, USA, résidant professionnellement au 120 Fleet Street, London, EC4A 2BB, England, UK.

3. Le siège social de la société est établi au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

Lecture faite aux représentants de la comparante, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: V. PIERRU, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 novembre 2014. LAC/2014/56273. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 05 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195334/416.

(140217516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

PH Mexico S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,02.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F Kenedy.

R.C.S. Luxembourg B 190.214.

In the year two thousand and fourteen, on the first day of November.

Before us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing at Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

There appeared:

Yum! Restaurants International S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), organised under the laws of Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 96.429 (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Mr. Régis Galiotto, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of PH Mexico S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") organized under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, incorporated by a deed enacted by Maître Edouard Delosch, notary in Diekirch, on 11 September 2014, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" dated 29 October 2014 number 3158 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 190.214 (the "Company").

II.- The 2,000,000 (two million) shares, with a nominal value of USD 0.01 (one United States Dollar Cent) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 0.02 (two United States Dollar Cents) so as to raise it from its current amount of USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars) to USD 20,000.02 (twenty thousand United States Dollars and two Cents) by the issuance of 2 (two) new shares of the Company with a nominal value of USD 0.01 (one United States Dollar Cent) each, subject to the payment of a global share premium amounting to USD 79,999,999.98 (seventy-nine million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine and 98/100 United States Dollars), the whole to be fully paid up through a contribution in kind;

3. Subscription and payment by the Sole Shareholder of the new shares by way of a contribution in kind;

4. New composition of the shareholding of the Company;

5. Subsequent amendment to the first paragraph of article 8 of the articles of association of the Company; and

6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

The Sole Shareholder resolves to waive its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers the meeting to be validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of USD 0.02 (two United States Dollar Cents), so as to raise it from its current amount of USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars) to USD 20,000.02 (twenty thousand United States Dollars and two Cents) by the issuance of 2 (two) new shares with a nominal value of USD 0.01 (one United States Dollar Cent) each (the "New Shares"), subject to the payment of a global share premium amounting to USD 79,999,999.98 (seventy-nine million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine and 98/100 United States Dollars) (the "Share Premium"), the whole to be fully paid by a contribution in kind made by the Sole Shareholder.

Third resolution:

The Sole Shareholder further resolves to accept the subscription and the payment by the Sole Shareholder of the New Shares and the Share Premium through the contribution in kind as detailed below.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervenes the Sole Shareholder, hereby represented by Mr. Régis Galiotto, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal and declares to subscribe to the New Shares.

The issue of the New Shares is also subject to the payment of the Share Premium. The New Shares and the Share Premium have been fully paid-up by the Sole Shareholder through a contribution in kind as described below.

Description of the contribution

The contribution made by the Sole Shareholder, in exchange for the issuance of the New Shares and the payment of the Share Premium, is composed of a certain receivable (the "Contribution").

Valuation

The net value of the Contribution amounts to USD 80,000,000 (eighty million United States Dollars).

Such valuation has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value dated November 1st, 2014, which shall remain annexed to this deed to be submitted with it to the formality of registration.

Evidence of the Contribution's existence

A proof of the existence of the Contribution has been given to the undersigned notary.

Managers' intervention

Thereupon intervene:

a) Wolfgang Preiss, residing professionally at 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, manager;

b) Darin Orr, residing professionally at 1900 Colonel Sanders Lane, Louisville, Kentucky 40213, United States of America, manager; and

c) Michael McAuliffe, residing professionally at 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, manager;

all represented here by Mr. Régis Galiotto, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal.

Acknowledging having been previously informed of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company by reason of the Contribution, expressly agree with the description of this Contribution, with its valuation, and confirm the validity of the subscription and payment.

Fourth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the shareholding of the Company is now composed as follows:

- Yum! Restaurants International S.à r.l.: 2,000,002 (two million two) shares.

The notary acts that the 2,000,002 (two million two) shares, representing the entire share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be taken below.

Fifth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contribution having been fully carried out, it is resolved to amend the first paragraph of article 8 of the articles of association of the Company so as to read as follows:

“ **Art. 8.** The Company’s share capital is set at USD 20,000.02 (twenty thousand United States Dollars and two Cents), represented by 2,000,002 (two million two) shares with a nominal value of USD 0.01 (one United States Dollar Cent) each.”

No other amendments shall be made to this article.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about ten thousand Euros (10,000.- Euro).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le premier jour du mois de novembre.

Par-devant nous, Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

A comparu:

Yum! Restaurants International S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 46a, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 96.429 (l’«Associé Unique»),

ici dûment représentée par M. Régis Galiotto, avec adresse professionnelle sise au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci auprès des autorités de l’enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d’acter ce qui suit:

I. La partie comparante est l’associé unique de PH Mexico S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 46a, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Edouard Delosch, notaire établi à Diekirch, le 11 septembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations daté du 29 octobre 2014 numéro 3158, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 190.214 (la «Société»).

II. Les 2.000.000 (deux millions) de parts sociales d’une valeur nominale de 0,01 USD (un cent de dollar américain) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l’assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l’ordre du jour, dont l’Associé Unique reconnaît avoir été dûment préalablement informé.

III. L’ordre du jour de l’assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d’un montant de 0,02 USD (deux cents de dollar américain) afin de le porter de son montant actuel de 20.000 USD (vingt mille dollars américains) à 20.000,02 USD (vingt mille dollars américains et deux cents) par l’émission de 2 (deux) nouvelles parts sociales d’une valeur nominale de 0,01 USD (un cent de dollar américain) chacune, moyennant le paiement d’une prime d’émission d’un montant total de 79,999,999.98 USD (soixante dix neuf millions neuf cent quatre vingt dix neuf mille neuf cent quatre vingt dix neuf Dollars Américains et quatre vingt dix huit cents), le tout devant être entièrement libéré au moyen d’un apport en nature;

3. Souscription et libération par l’Associé Unique des nouvelles parts sociales par voie d’apport en nature;

4. Nouvelle composition de l’actionariat de la Société;

5. Modification subséquente du premier paragraphe de l’article 8 des statuts de la Société; et

6. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

L'Associé Unique décide de renoncer à son droit de convocation préalable à la présente assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que l'ensemble de la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 0,02 USD (deux cents de dollar américain) afin de le porter de son montant actuel de 20.000 USD (vingt mille dollars américains) à 20.000,02 USD (vingt mille dollars américains et deux cents) par l'émission de 2 (deux) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 0,01 USD (un cent dollars américains) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»), moyennant le paiement d'une prime d'émission totale d'un montant de 79,999,999.98 USD (soixante dix neuf millions neuf cent quatre vingt dix neuf mille neuf cent quatre vingt dix neuf Dollars Américains et quatre vingt dix huit cents) (la «Prime d'Emission»), le tout devant être entièrement libéré au moyen d'un apport en nature réalisé par l'Associé Unique.

Troisième résolution:

L'Associé Unique décide ensuite d'accepter la souscription et la libération par l'Associé Unique des Nouvelles Parts Sociales et de la Prime d'Emission par voie de l'apport en nature tel que décrit ci-après.

Intervention - Souscription - Paiement

Intervient ensuite l'Associé Unique, ici représenté par M. Régis Galiotto, prénommé, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé qui déclare souscrire les Nouvelles Parts Sociales.

L'émission des Nouvelles Parts Sociales est également sujette au paiement de la Prime d'Emission. Les Nouvelles Parts Sociales ainsi que la Prime d'Emission ont été entièrement libérées par l'Associé Unique par voie de l'apport en nature tel que décrit ci-après.

Description de l'apport

L'apport réalisé par l'Associé Unique, en échange de l'émission des Nouvelles Parts Sociales et du paiement de la Prime d'Emission, est composé d'une créance certaine (l'«Apport»).

Evaluation

La valeur nette de l'Apport s'élève à 80.000.000 USD (quatre vingt millions de dollars américains).

Une telle évaluation a été approuvée par les gérants de la Société conformément à une déclaration sur la valeur de l'apport en date du 1^{er} novembre 2014 qui restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Preuve de l'existence de l'Apport

Preuve de l'existence de l'Apport a été donnée au notaire soussigné.

Intervention des gérants

Interviennent ensuite:

- a) Wolfgang Preiss, résidant professionnellement au 46a, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, gérant;
- b) Darin Orr, résidant professionnellement au 1900 Colonel Sanders Lane, Louisville, Kentucky 40213, Etats Unis d'Amérique, gérant; et
- c) Michael McAuliffe; résidant professionnellement au 46a, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, gérant;

Tous représentés par M. Régis Galiotto, prénommé, en vertu d'une procuration contenue dans la déclaration sur la valeur de l'apport visée ci-dessus.

Reconnaissent avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité, légalement tenus en tant que gérants de la Société en raison de l'Apport, acceptent expressément la description de cet Apport, avec son évaluation, et confirment la validité de la souscription et du paiement.

Quatrième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, l'actionariat de la Société est désormais composé comme suit:

- Yum! Restaurants International S.à r.l.: 2.000.002 (deux millions deux) parts sociales.

Le notaire constate que les 2.000.002 (deux millions deux) parts sociales, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement décider de la résolution à prendre ci-dessous.

Cinquième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes et l'Apport ayant été totalement réalisé, il est décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 8.** Le capital social de la Société est fixé à 20.000,02 USD (vingt mille dollars américains et deux cents), représenté par 2.000.002 (deux millions deux) parts sociales ayant une valeur nominale de 0,01 USD (un cent de dollar américain) chacune.»

Aucune autre modification n'étant apportée à cet article.

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec cet acte, ont été estimés à environ dix mille Euros (10.000.- Euro).

Aucun autre point n'ayant à être traité devant l'assemblée, celle-ci a été ajournée.

Dont Acte, à la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Luxembourg, au jour indiqué en tête du présent document.

Lecture ayant été faite de ce document à la personne présente, elle a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction française. Sur demande de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: R. GALIOTTO et M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 novembre 2014. Relation: LAC/2014/52355. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195374/222.

(140217486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

CRECHE PRENZESCHLASS op der Mess s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4980 Reckange-sur-Mess, 75, rue Jean-Pierre Hilger.

R.C.S. Luxembourg B 176.384.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014194144/9.

(140216618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Sopares, Société Anonyme.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 45.476.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1^{er} décembre 2014

1. La liquidation de la société est clôturée.
2. Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pour une période de cinq ans à l'adresse 5, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg.

Marc-Antoine ROBLETTE

Le liquidateur

Référence de publication: 2014194517/14.

(140216908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

V.I. Kids S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5670 Altwies, 10, route de Mondorf.
R.C.S. Luxembourg B 151.133.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Assemblée générale extraordinaire - Clôture de liquidation du 31/12/2013

Les soussignés:

1. - Monsieur José GONCALVES TEIXEIRA, né le 11 février 1977 à Cidadelha De Jales (Portugal), demeurant à L-5610 Mondorf-Les-Bains, 27, avenue des Bains, 3^{ème} étage, et

2. Monsieur Arlando RIBEIRO SECO, né le 12 janvier 1982 à Luxembourg, demeurant à L-5610 Mondorf-Les-Bains, 27, avenue des Bains, 4^{ème} étage,

agissant en leur qualité d'associés représentant l'intégralité du capital social de la société à responsabilité limitée "V.I. Kids S.à r.l.", avec siège social à L-5670 Altwies, 10, route de Mondorf, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 151 133,

se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée, après avoir pris connaissance du rapport du liquidateur, et approuve ce rapport ainsi que les comptes de liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée donne décharge pleine et entière au liquidateur, en ce qui concerne l'exécution de son mandats.

Troisième résolution

L'assemblée prononce la clôture définitive de la liquidation de la société.

Quatrième résolution

L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans à L-5610 Mondorf-Les-Bains, 27, avenue des Bains, 4^{ème} étage, et en outre que les sommes et valeurs éventuelles revenant aux créanciers ou aux actionnaires qui ne se seraient pas présents à la clôture de la liquidation seront déposées pendant cinq ans au moins à L-5610 Mondorf-Les-Bains, 27, avenue des Bains, 4^{ème} étage, au profit de qui il appartiendra.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Arlando RIBEIRO SECO / José GONCALVES TEIXEIRA.

Référence de publication: 2014194561/32.

(140216454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Unicorp Seeds S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 147.872.

Les Comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Schuttrange, le 4 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194552/10.

(140216376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Ubbold S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 171, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 122.827.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 02 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194553/10.

(140216509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Signature.